

Synthèse

État de la démocratie dans le monde en 2019

Faire face aux maux et raviver la promesse



© 2019 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

Les publications d'IDEA International sont indépendantes de tout intérêt national ou politique. Les points de vue exprimés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA International, de son conseil d'administration ou des membres du conseil.

Les références aux pays et régions faites dans la présente publication ne représentent en aucun cas la position officielle d'IDEA International vis-à-vis de leurs politiques et de leur statut juridique.

Les demandes d'autorisation pour la reproduction ou la traduction partielle ou totale de cette publication doivent être adressées à :

IDEA International
Strömsborg
SE-103 34 Stockholm
Suède
Tél : +46 8 698 37 00
Courriel : info@idea.int
Site Internet : <http://www.idea.int>

IDEA International encourage la diffusion de ses travaux et répondra rapidement à toute demande d'autorisation en vue de la reproduction ou de la traduction de ses publications.

Révision de la version française : Anne Marsaleix
Illustration de la couverture : Phoenix Design Aid
Conception et graphisme : Veranika Ardytskaya
Impression : Trydells Tryckeri, Suède
ISBN : 978-91-7671-280-1 (version brochée)
ISBN : 978-91-7671-281-8 (édition PDF)
DOI : <https://doi.org/10.31752/idea.2019.37>



Synthèse

État de la démocratie dans le monde en 2019

Faire face aux maux et raviver la promesse



Table des matières

Introduction	iii
Chapitre 1. Cadre conceptuel	1
Chapitre 2. Principales constatations à l'échelle mondiale	3
Des tendances démocratiques encourageantes : avancées et perspectives	3
Des tendances démocratiques préoccupantes : difficultés	9
Chapitre 3. Principales constatations à l'échelle régionale	23
Constatations à l'échelle régionale : Afrique	23
Constatations à l'échelle régionale : Moyen-Orient	24
Constatations à l'échelle régionale : Amérique latine et Caraïbes	25
Constatations à l'échelle régionale : Amérique du Nord	26
Constatations à l'échelle régionale : Asie et Pacifique	27
Constatations à l'échelle régionale : Europe	28
Chapitre 4. Considérations politiques	30
Quelques références bibliographiques	32

Introduction

La démocratie souffre, et sa promesse a besoin d'être relancée. En effet, la valeur ajoutée, la viabilité et l'avenir de la démocratie font l'objet d'une contestation inédite dans l'histoire moderne, en tout cas depuis les années 1930. Si les quarante dernières années ont connu une remarquable expansion de la démocratie dans toutes les régions du monde, ces dernières années ont été marquées par le déclin du tissu des vieilles comme des jeunes démocraties. Le concept de démocratie continue à mobiliser partout dans le monde, mais sa mise en pratique a déçu et désenchanté nombre de citoyens et citoyennes et de défenseurs de la démocratie.

La démocratie s'érode dans différents cadres et contextes. Les nouvelles démocraties sont souvent faibles et fragiles. Leurs pouvoirs publics et représentants politiques doivent y établir et consolider des institutions démocratiques avec des moyens limités. Les démocraties plus anciennes ont du mal à garantir le caractère équitable et durable du développement socio-économique. Les pays affichant d'excellentes performances démocratiques sont de moins en moins nombreux et doivent lutter contre la montée de partis populistes, dont les revendications sont aussi bien excluanes que méprisantes à l'égard des principes démocratiques.

Les jeunes démocraties comme les plus anciennes souffrent de la réduction de l'espace civique, qui entraîne des atteintes aux libertés individuelles, des mesures de répression contre la société civile et des restrictions à la liberté d'expression. Le présent rapport contient un certain nombre d'exemples de pays dans lesquels les pouvoirs publics ont volontairement limité l'espace civique et affaibli les contrôles constitutionnels sur l'exécutif, ce qui a conduit au recul démocratique et à la détérioration de l'état de droit. Dans certains pays, la situation est devenue si médiocre qu'elle a débouché sur une rupture partielle (comme au Nicaragua et au Pakistan) ou totale (au Venezuela) de la démocratie.

Le recul que connaît actuellement la démocratie moderne se produit au sein même de son système : il se produit à travers de réformes législatives et constitutionnelles et de décisions politiques prises par des majorités élues. Lorsque des piliers non électoraux sont progressivement vidés de leur substance dans les démocraties en recul, les principes de contrôle populaire et d'équité politique qui se trouvent au cœur de l'idéal démocratique s'en trouvent affectés.

Le recul démocratique intervient parallèlement à la progression des personnalités politiques et des mouvements populistes qui attirent un électorat de plus en plus important, notamment en Europe, mais aussi en Amérique du Nord et du Sud ou en Asie et dans le Pacifique, bien que cette tendance prenne différentes formes selon les contextes culturels et géographiques.

La montée de la politique populiste est due à différents facteurs spécifiques au contexte, mais on trouve un dénominateur commun : le désenchantement des acteurs politiques traditionnels ; l'incapacité perçue des systèmes politiques actuels à répondre aux problèmes sociétaux et économiques fondamentaux ; et un conflit entre les attentes vis-à-vis de la démocratie et sa mise en pratique. Les populistes puisent dans le mécontentement de la population face aux inégalités croissantes (qu'elles relèvent de la perception ou qu'elles soient avérées), à la corruption, la croissance de l'immigration de masse (à nouveau, perçue ou avérée), au chômage et à la précarité de l'emploi, et enfin aux progrès de la digitalisation et à leurs retombées sur les structures des marchés du travail.

La rhétorique et la pratique populistes ont pour caractéristique de mépriser les institutions chargées de la redevabilité qui contrôlent l'exécutif, défendent le pluralisme politique et garantissent la démocratie. Cette prédisposition inhérente pour le pouvoir débridé fait du populisme une véritable menace pour la démocratie. Toutefois, l'on reconnaît parfois aux populistes d'avoir mis sur le devant de la scène des problématiques importantes, comme la corruption dans les démocraties, que ces dernières doivent résoudre si elles veulent regagner leur légitimité.

Pour autant, un certain nombre de pays exerçant une forte influence économique et politique semblent insensibles au modèle démocratique. Non seulement ces régimes politiques persistent en tant que non-démocraties (comme la Chine, l'Égypte et l'Arabie saoudite) ou régimes hybrides (comme Singapour), mais ils ont commencé à exporter leur modèle de gouvernance à d'autres pays.

Ce tableau de mauvais augure n'interdit cependant pas de rester optimiste. Les transitions démocratiques continuent à se produire dans des régimes politiques qui semblaient résolument antidémocratiques ou coincés dans une zone

grise à mi-chemin entre la démocratie et la non-démocratie. Citons par exemple la Gambie en 2017, des ouvertures démocratiques prometteuses en Éthiopie en 2018, et les transitions vers la démocratie en 2018 de deux régimes hybrides parmi les plus tenaces : l'Arménie et Malaisie.

Partout dans le monde, on a vu des demandes populaires pour des réformes démocratiques soutenues par une intense mobilisation sociale, notamment en Algérie, en Arménie, en Égypte, à Hong Kong, en Russie et au Soudan. De nouvelles démocraties telles que le Timor-Leste et la Tunisie et, plus récemment, la Gambie, ont également consolidé certains de leurs progrès en matière de démocratie.

L'un des principaux résultats de ce rapport est que la démocratie n'a pas toujours assuré les résultats durables et la prospérité attendues par beaucoup. Un certain nombre de gouvernements élus ont échoué à véritablement réduire la corruption, faire progresser l'égalité entre les sexes, réduire les inégalités sociales, politiques et économiques ou encore à générer des emplois et de la croissance économique.

Toutefois, les indices de l'état de la démocratie dans le monde (EDdM) montrent que la plupart des formes hybrides de démocratie qui flirtent avec l'autoritarisme et les régimes non démocratiques n'ont généralement pas mieux produit ni assuré de meilleurs résultats, à quelques exceptions près. Les données montrent que les démocraties sont plus susceptibles de produire les conditions nécessaires au développement durable que les non-démocraties ou les régimes hybrides. Dans les démocraties, généralement, les niveaux d'égalité entre les sexes sont plus élevés, l'accès au pouvoir politique est plus égalitaire, la corruption est moins présente, les services de protection sociale de base sont supérieurs et il est plus facile d'y faire des affaires. Le choix ne se pose donc pas entre la démocratie et les modèles non démocratiques ou des formes autoritaires ou hybrides. Pour réitérer la promesse démocratique, le monde a besoin de davantage de démocratie et de démocraties plus performantes.

En novembre 2017, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) a publié la première édition de son nouveau rapport biennal intitulé *L'état de la démocratie dans le monde*. Ce rapport présentait des analyses et des données reposant sur des observations factuelles à propos de l'état de la démocratie aux niveaux mondial et régional, et mettait l'accent sur la question de la résilience démocratique. Il a aussi alimenté le débat public sur la démocratie, étayé des interventions politiques et proposé des approches pour résoudre les problèmes rencontrés par les démocraties du monde entier.

La présente synthèse fournit un résumé du contenu de la deuxième édition de ce rapport, *L'état de la démocratie dans le monde* en 2019. Elle décrit les avancées démocratiques des 40 dernières années et les tendances à court terme, en s'attardant sur les principaux changements survenus depuis 2013.

Chapitre 1

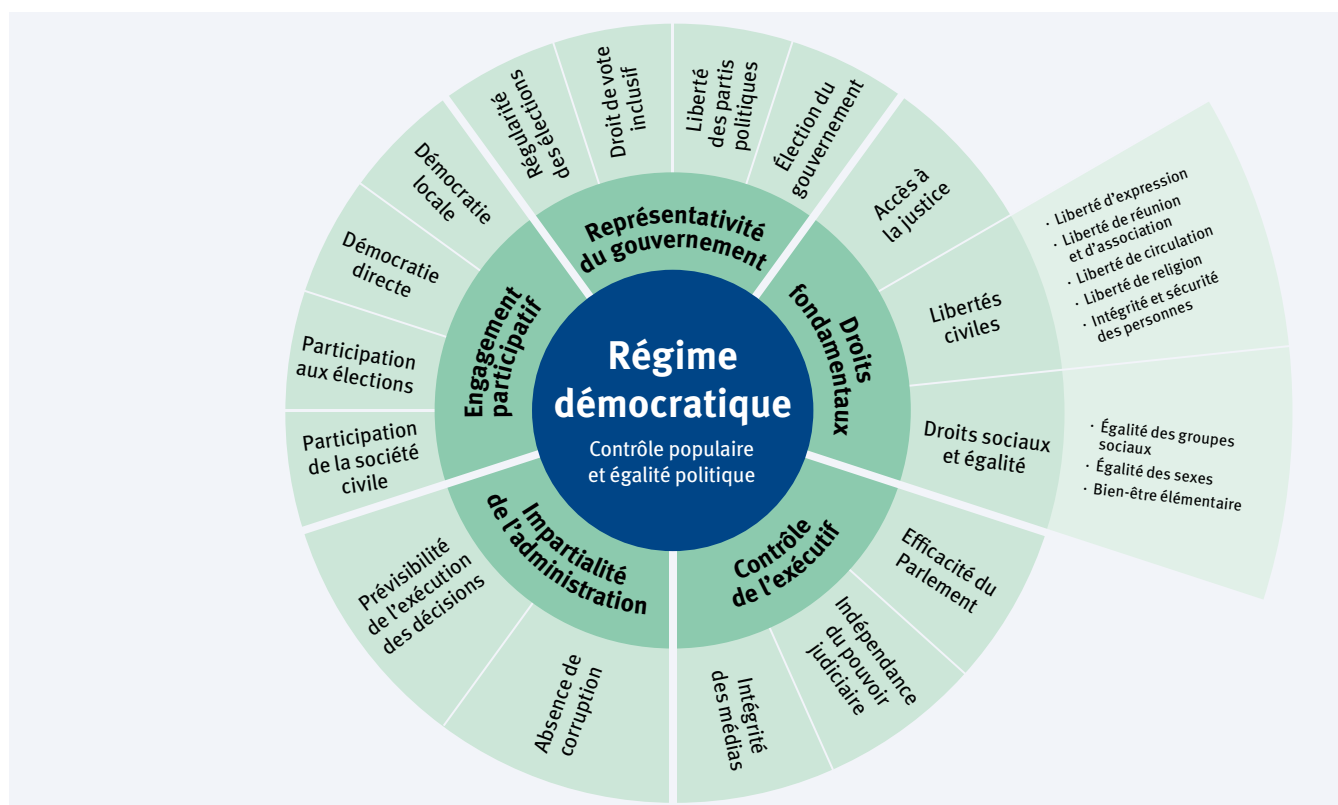
Cadre conceptuel

Le rapport intitulé *L'état de la démocratie dans le monde en 2019* s'appuie essentiellement sur les indices de l'état de la démocratie dans le monde (indices EDdM) qui mesurent la démocratie de façon détaillée. Cette nouvelle méthode repose sur le cadre d'évaluation de l'état de la démocratie, un outil élaboré par IDEA International pour aider les décideurs politiques à évaluer la qualité de la démocratie (IDEA International, 2008). Les indices ont été mis au point par le personnel d'IDEA International avec l'appui d'experts externes et sous la supervision d'un conseil consultatif composé de spécialistes de la mesure de la démocratie.

Les indices EDdM sont un outil quantitatif qui mesure l'évolution de la démocratie sous ses différents aspects de 1975 à aujourd'hui et rend compte des tendances mondiales, régionales et nationales. Dans le cadre conceptuel qui sous-tend ces indices (figure 1), la définition de la démocratie adoptée par IDEA International – qui met en exergue le contrôle populaire de la prise de décision publique et des décisionnaires, et l'égalité entre les citoyens et citoyennes dans l'exercice de ce contrôle – est exprimée sous la forme de cinq grandes dimensions de la démocratie, comptant elles-mêmes 16 sous-dimensions et 97 indicateurs. Les indices s'appuient

FIGURE 1.1

Cadre conceptuel de l'état de la démocratie dans le monde



Source : IDEA International, *The Global State of Democracy Indices Methodology: Conceptualization and Measurement Framework* [Méthodologie des indices de l'état de la démocratie dans le monde. Cadre de conceptualisation et de mesure] (Stockholm, IDEA International, 2018b), <<https://doi.org/10.31752/idea.2018.66>>.

sur 12 sources de données distinctes, qui proviennent pour la plupart du projet Varieties of Democracy (V-Dem).

Le cadre conceptuel sur lequel reposent les indices EDdM et *L'état de la démocratie dans le monde en 2019* se veut universel et compatible avec les différents dispositifs institutionnels. Grâce à cette vaste approche de la démocratie, les indices EDdM évitent l'écueil de fournir un indice démocratique global qui attribuerait une note unique à chaque pays et entraînerait un classement de pays. Cette approche se distingue des autres méthodes de mesure démocratique et génère une analyse et une vision de la démocratie qui tiennent compte de plus nombreux aspects.

Les indices EDdM se distinguent également d'autres systèmes de mesure démocratique en ce qu'ils couvrent un nombre d'années (mises à jour annuelles depuis 1975) et de pays (158) relativement élevés. En outre, ces indices intègrent et utilisent différentes sources de données et fournissent des estimations des incertitudes qui permettent aux utilisateurs d'évaluer si les différences de score sont statistiquement significatives. Pour une comparaison plus détaillée entre les indices EDdM et les autres instruments de mesure, voir IDEA International (2018b).

Les indices EDdM attribuent des scores aux dimensions et sous-dimensions par pays et par année (pays-année). Les scores attribués varient entre 0 et 1, où 0 représente le résultat le plus faible de l'échantillon et 1 le résultat le plus fort.

L'état de la démocratie dans le monde en 2019 classifie les régimes politiques d'après les indices EDdM. Cette classification a pour objectif de faciliter la compréhension des indices, d'améliorer les analyses et de renforcer la pertinence des données. Les indices EDdM définissent trois types de régimes politiques : les régimes démocratiques (aux performances variables) ; les régimes hybrides ; et les régimes non démocratiques.

La première version des indices EDdM couvrait la période 1975-2015. Les données étant actualisées chaque année, la présente synthèse inclut des données valables jusqu'à 2018, mais n'englobe pas 2019. Les indices EDdM couvrent aujourd'hui 158 pays. Les pays de moins d'un million d'habitants ont été exclus, car les données les concernant n'étaient pas toutes disponibles.

Les indices EDdM couvrent six régions : l'Afrique, l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, l'Europe, et le Moyen-Orient et l'Iran (ci-après, le Moyen-Orient). Le regroupement des pays au sein de chaque région suit essentiellement une logique géographique, mais tient aussi

Les cinq dimensions démocratiques du cadre conceptuel de l'état de la démocratie dans le monde

Dimension 1 : Représentativité du gouvernement

La représentativité du gouvernement se définit comme le degré de liberté et d'égalité d'accès au pouvoir politique, tel que démontré par l'organisation d'élections pluralistes, participatives et régulières. Cette dimension comporte quatre sous-dimensions : la régularité des élections, le droit de vote inclusif, la liberté des partis politiques et l'élection du gouvernement.

Dimension 2 : Droits fondamentaux

Les droits fondamentaux vérifient le degré de respect des libertés civiles, ainsi que l'accès des citoyens aux ressources de base favorisant leur participation active au processus politique. Cette dimension correspond en grande partie aux pactes internationaux relatifs aux droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels. Elle comporte trois sous-dimensions : les procès équitables, les libertés civiles, et les droits sociaux et l'égalité. Elle comprend aussi les sous-composants suivants : la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'association, la liberté de circulation, la liberté de religion, l'intégrité et la sécurité des personnes, l'égalité des groupes sociaux, l'égalité des sexes et le bien-être élémentaire.

Dimension 3 : Contrôle de l'exécutif

Le contrôle de l'exécutif mesure le contrôle effectif exercé sur le pouvoir exécutif. Cette dimension comporte trois sous-dimensions : l'efficacité du Parlement, l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'intégrité des médias.

Dimension 4 : Impartialité de l'administration

L'impartialité de l'administration se définit comme le degré d'équité et de prévisibilité de l'exécution des décisions politiques, reflétant ainsi plusieurs aspects fondamentaux de l'état de droit. Cette dimension comporte deux sous-dimensions : l'absence de corruption et la prévisibilité de l'exécution des décisions.

Dimension 5 : Engagement participatif

L'engagement participatif mesure les instruments qui permettent et facilitent la participation formelle et informelle des citoyens et citoyennes à la vie politique. Dans la mesure où elles couvrent plusieurs phénomènes, les sous-dimensions correspondantes (la participation de la société civile, la participation aux élections, la démocratie directe et la démocratie locale) ne sont pas regroupées dans un indice unique.

compte des liens historiques et culturels, particulièrement dans les sous-divisions régionales. Pour en savoir plus sur la définition géographique des régions qui a été adoptée pour les indices EDdM, voir IDEA International (2017a).

Chapitre 2

Principales constatations à l'échelle mondiale

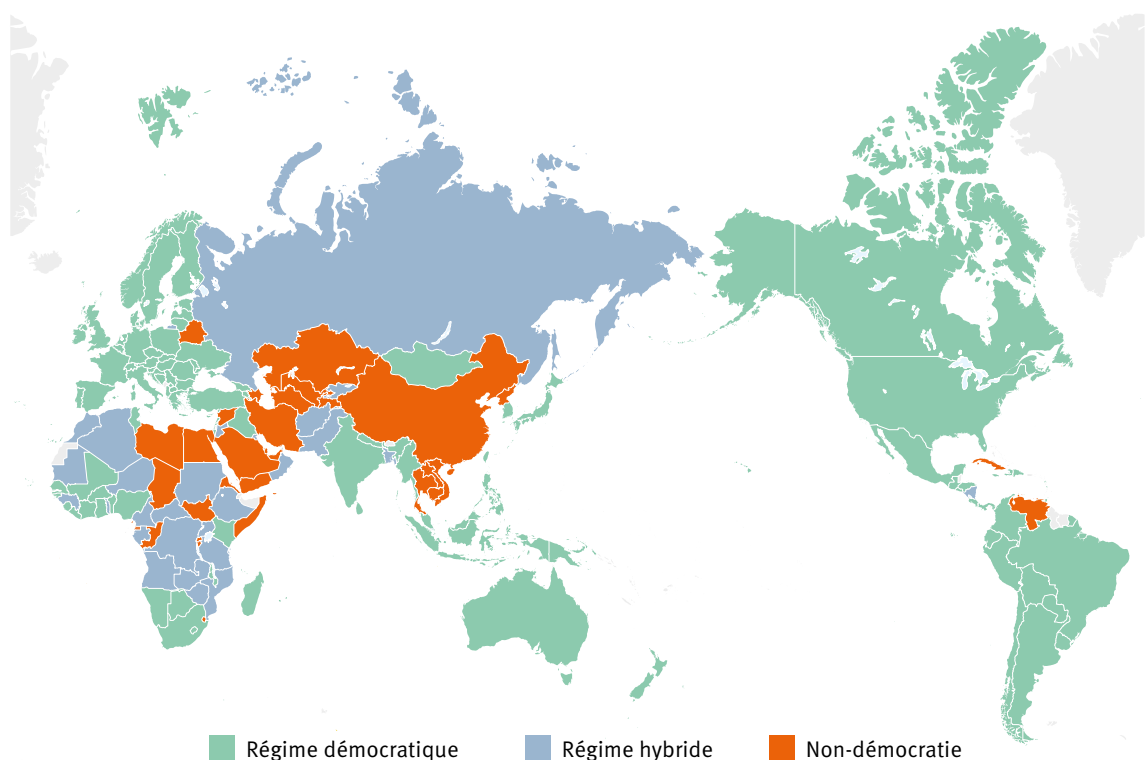
Cette section présente les avancées démocratiques des 40 dernières années dans le monde et décrit les tendances à court terme, en s'attardant sur les principaux changements survenus depuis 2013.



L'analyse présentée dans *L'état de la démocratie dans le monde en 2019* s'appuie sur les données fournies par les indices EDdM pour la période 1975-2018, qui montrent que la démocratie poursuit son expansion dans le monde, où le nombre de régimes démocratiques continue d'augmenter. Il apparaît aussi que la démocratie se montre résiliente dans le temps et que les régimes démocratiques offrent de meilleures conditions pour un développement durable que les régimes hybrides ou non démocratiques.

FIGURE 2.1

Carte du monde par type de régime, 2018



Remarque : Les zones en gris ne sont pas incluses dans l'analyse, soit parce qu'il s'agit de territoires, soit parce que ces pays comptent moins d'un million d'habitants.

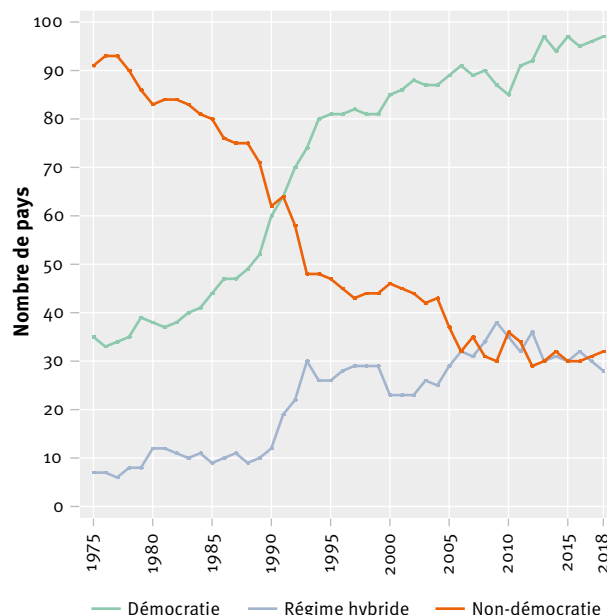
Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

Le nombre de démocraties continue d'augmenter

- **Le monde est plus démocratique que jamais.** Comme le montre la figure 2.1, plus de la moitié des pays du monde (97 pays, soit 62 %) sont désormais démocratiques (contre seulement 26 % en 1975) et plus de la moitié (57 %) de la population mondiale, soit plus de quatre milliards de personnes, vit désormais dans une forme de démocratie, contre 36 % en 1975. La part des régimes non démocratiques a plus que réduit de moitié depuis 1975 (68 % des pays en 1975 contre seulement 20 % en 2018) (figures 2.2 et 2.3).
- **La majorité (72 %) des régimes démocratiques actuels ont vu le jour après 1975 dans le cadre de ce que l'on appelle la « troisième vague de démocratisation ».** Plus de trois quarts de ces pays ont effectué leur transition démocratique avant l'an 2000 (soit pendant la première partie de la troisième vague), et moins d'un quart après. Parmi les 28 % restants, tous les régimes démocratiques ont été établis avant 1975 et n'ont connu aucune interruption de l'ordre démocratique jusqu'à ce jour, à l'exception du Sri Lanka.
- **Toutes les régions du monde comptent désormais des démocraties.** En Amérique du Nord et en Europe,

FIGURE 2.2

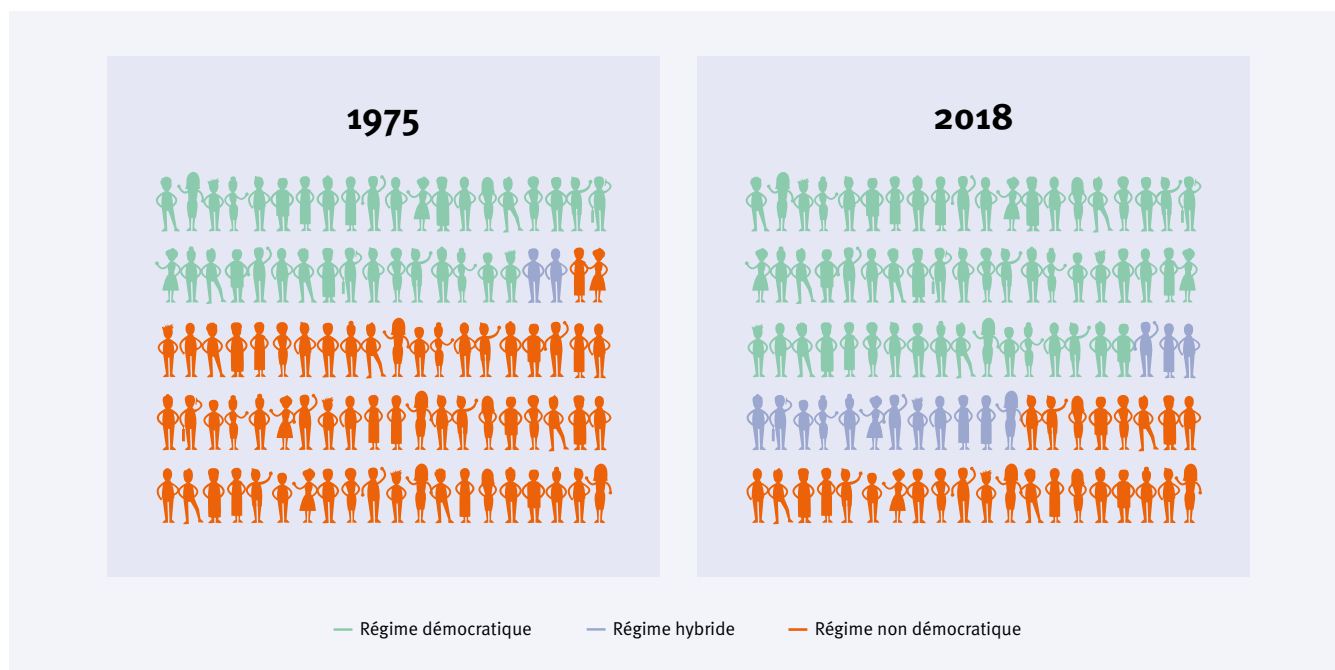
Types de régimes, 1975-2018



Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <http://www.idea.int/gsod-indices>.

FIGURE 2.3

Population vivant sous chaque type de régime, 1975-2018



Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <http://www.idea.int/gsod-indices>.

respectivement 100 et 93 % des pays sont des régimes démocratiques. Ces deux régions précèdent de peu l'Amérique latine et les Caraïbes (où 86 % des pays sont des démocraties). C'est l'Europe qui compte le plus grand nombre de démocraties au monde (39 pays, soit 40 % du total mondial), puis l'Afrique (20 pays, soit 21 %), et l'Amérique latine et les Caraïbes (19 pays, soit 20 %). En Asie, le nombre total de régimes démocratiques est égal au total combiné de régimes hybrides et non démocratiques. En Afrique et au Moyen-Orient, les démocraties représentent moins de la moitié des pays (respectivement 41 % et 17 %) (figure 2.4).

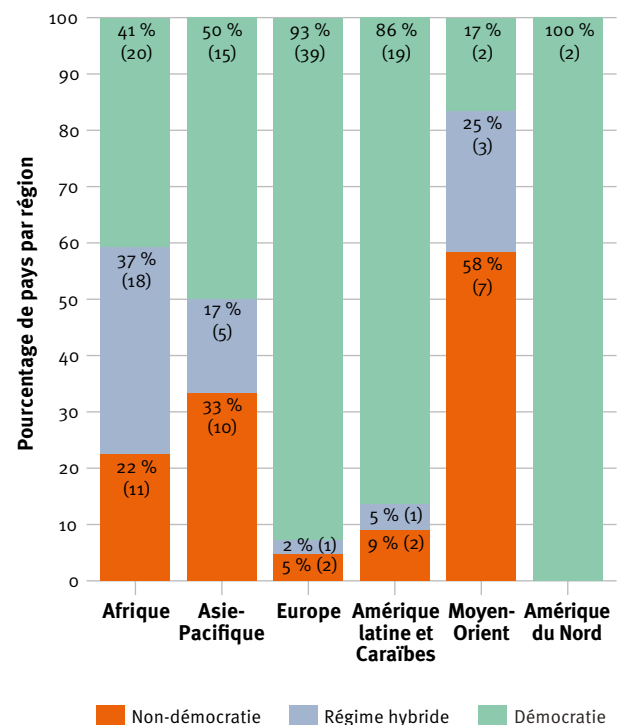
- **La proportion de démocraties varie selon les sous-régions.** Les sous-régions les plus démocratiques au monde sont l'Océanie, l'Europe du Nord et de l'Ouest, l'Europe du Sud et l'Europe de l'Est et centrale, qui comptent uniquement des pays démocratiques. D'autres sous-régions sont majoritairement démocratiques, comme l'Amérique du Sud (90 %), l'Amérique centrale (86 %), les Caraïbes (80 %) et l'Afrique de l'Ouest (73 %).
- **La démocratie peut prendre de multiples formes.** Parmi les 97 démocraties mondiales, on distingue 23 modèles de performance démocratique. Cependant, seuls 22 % affichent des performances élevées dans toutes les dimensions démocratiques. La plupart de ces pays se situent en Europe du Nord et de l'Ouest, mais d'autres se trouvent dans toutes les autres régions du monde, à l'exception du Moyen-Orient. Les pays présentant des performances moyennes dans toutes les dimensions démocratiques constituent aussi une catégorie courante, qui compte actuellement 20 pays. Les 56 démocraties restantes présentent des niveaux de performances variables selon les dimensions, soit 21 constellations de performances distinctes (figure 2.5). Ces informations montrent que les performances démocratiques, mais aussi les modèles de performances, varient selon les régimes démocratiques.

La démocratie continue de progresser dans le monde entier

- **Le nombre de démocraties continue de croître.** Cette augmentation se produit malgré un ralentissement de l'expansion démocratique depuis le milieu des années 1990 (figure 2.2). En effet, entre 2008 et 2018, le nombre de démocraties a continué à augmenter, passant de 90 à 97. Ces données ne confirment donc pas l'hypothèse d'une « inversion » de la troisième vague de démocratisation (soit un déclin important et soutenu du nombre de démocraties).

FIGURE 2.4

Nombre et pourcentage de types de régimes par région, 2018

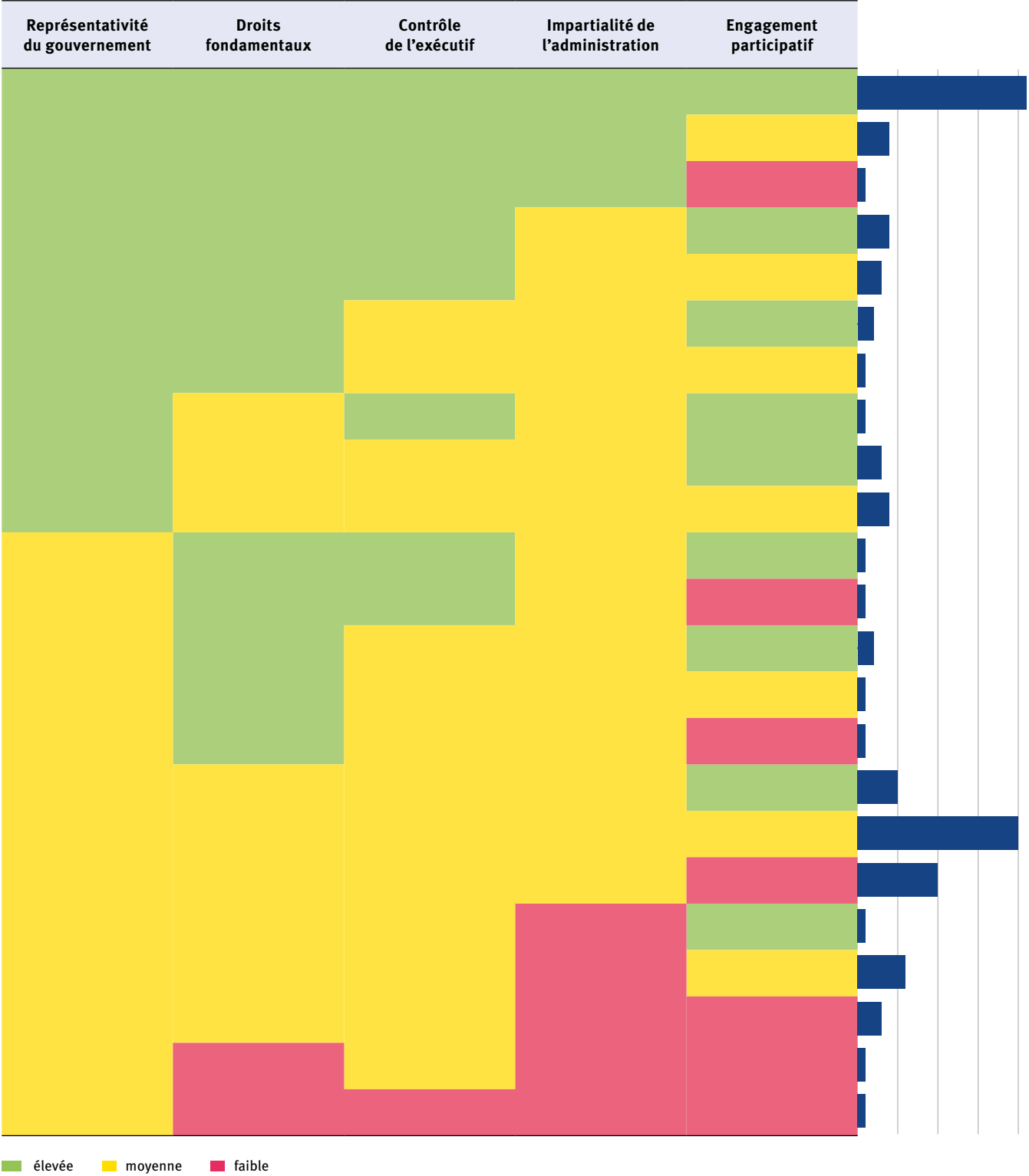


Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

- **Le modèle démocratique continue de s'étendre à des pays qui n'avaient jamais connu ce type de régime.** Ces dix dernières années (depuis 2008), 11 pays ont effectué une transition démocratique pour la première fois dans leur histoire. Quatre de ces transitions ont eu lieu au cours des quatre dernières années : au Burkina Faso et au Myanmar en 2015 et en Arménie et en Malaisie en 2018. C'est plus que lors de la décennie précédente et autant que lors de la première décennie de la troisième vague (1975-1985).
- **Les revendications démocratiques populaires se font entendre dans les pays qui n'ont jamais connu la démocratie.** En 2018, des manifestations et des revendications en faveur du changement démocratique ont entraîné une transition démocratique en Arménie et en Malaisie, deux pays qui étaient depuis longtemps des régimes hybrides. En 2019, les manifestations en Algérie, en Égypte, à Hong Kong et au Soudan ont

FIGURE 2.5

Modèles de performance démocratique en 2018, à l'échelle mondiale

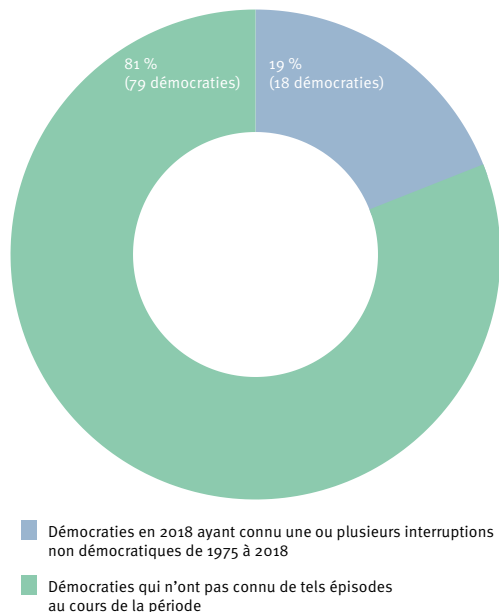


élevée moyenne faible

Remarque : Répartition et modèles de performance dans 97 régimes démocratiques. Les bâtons bleus à droite indiquent le nombre de pays pour chaque modèle de performance.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde] (2019a), <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

FIGURE 2.6

Part des pays connaissant la résilience démocratique, 2018

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

montré que les aspirations démocratiques sont fortes et s'expriment même dans des contextes hybrides ou non démocratiques. D'autres pays, comme l'Éthiopie, n'ont pas encore effectué de transition démocratique, mais adoptent des réformes démocratiques qui laissent entrevoir une ouverture dans ce sens.

La démocratie se montre résiliente dans le temps

- La grande majorité (81 %) des 97 démocraties mondiales se sont montrées résilientes, l'ordre démocratique n'y ayant pas été interrompu depuis 1975 ou l'année de leur transition démocratique (figure 2.6).
- **Les démocraties anciennes semblent plus résilientes que celles de la troisième vague.** Lorsque la troisième vague de démocratisation a débuté en 1975, le monde comptait 28 démocraties. Depuis lors, seuls deux pays ont vu leur démocratie interrompue : le Sri Lanka, qui est revenu à la démocratie en 2015, et le Venezuela, qui est le seul pays à vivre un processus de recul démocratique au cours des deux dernières décennies, jusqu'à devenir un régime non démocratique en 2017.
- **Les démocraties de la troisième vague se sont montrées relativement résilientes, même si leurs résultats n'atteignent pas ceux de leurs aînées.** Sur les 83 pays

qui ont effectué une transition démocratique après 1975, une large moitié (64 %) n'a connu aucune interruption de l'ordre démocratique. Parmi les démocraties de la troisième vague, 76 % se sont maintenues depuis leur transition.

- Plus de la moitié (56 %) des pays ayant connu une rupture démocratique partielle ou complète après 1975 ont effectué un retour à la démocratie.

La démocratie comme moteur de développement durable

IDEA International considère la démocratie comme une aspiration humaine universelle et un objectif qu'il convient de poursuivre en raison de la valeur intrinsèque qu'elle revêt pour les sociétés. Toutefois, l'organisation reconnaît également la valeur instrumentale de la démocratie, en tant que facteur de développement durable (IDEA International, 2018a, p. 5-9).

L'état de la démocratie dans le monde en 2019 reprend cette vision tout en reconnaissant que de nouvelles études doivent venir compléter les statistiques descriptives afin de déterminer quand, comment et dans quelles circonstances la démocratie produit des résultats sociétaux, économiques et environnementaux plus durables. IDEA International a conscience que le type de régime n'est pas le seul facteur qui influe sur les résultats en matière de développement durable et qu'il ne constitue pas une condition suffisante à ces résultats. En effet, plusieurs démocraties présentent un développement durable médiocre. *L'état de la démocratie dans le monde en 2019* s'abstient donc d'établir un lien de causalité direct entre la démocratie et le développement durable.

Cependant, les indices EDdM corroborent les affirmations suivantes concernant le rapport entre la démocratie et certains aspects du développement durable :

- **Les démocraties sont souvent plus performantes que les régimes hybrides et non démocratiques sur des aspects souvent jugés comme externes à la démocratie.** Le cadre qui sous-tend *L'état de la démocratie dans le monde* inclut des caractéristiques démocratiques plus diverses que de nombreuses autres visions de la démocratie, notamment le bien-être élémentaire, l'accès à la justice, l'égalité des sexes, l'égalité des groupes sociaux et l'absence de corruption, qui influent sur le développement social, humain et économique. Dans les autres définitions de la démocratie, ces aspects sont souvent considérés comme des résultats plutôt que des caractéristiques déterminantes de la démocratie (Munck, 2016). Si plusieurs régimes hybrides et non démocratiques affichent de très bons résultats en la

matière, ils restent une exception à la règle. La démocratie n'est pas en soi un gage de bonnes performances et certains régimes démocratiques sont défaillants sur ces aspects. Cela étant, les démocraties sont plus susceptibles d'enregistrer de bonnes performances que les régimes hybrides ou non démocratiques.

- En moyenne, les démocraties garantissent mieux les **droits fondamentaux** (notamment l'accès à la justice, la jouissance des libertés civiles et les droits sociaux et l'égalité) que les régimes hybrides et non démocratiques (tableau 2.1). Tous les pays possédant des niveaux élevés de droits fondamentaux sont des démocraties. À l'inverse, 59 % des régimes non démocratiques présentent des résultats médiocres en matière de droits fondamentaux. Seules deux démocraties dans le monde ne garantissent pas suffisamment les droits fondamentaux, à savoir Haïti et la Turquie.
- En moyenne, les démocraties garantissent mieux **l'égalité des sexes** que les régimes hybrides et non démocratiques (tableau 2.1). À une exception près, tous les pays présentant

de hauts niveaux d'égalité des sexes sont des démocraties. Parmi les régimes non démocratiques, un seul pays affiche de tels résultats (le Rwanda). La moitié des régimes non démocratiques enregistrent des résultats médiocres en la matière, contre trois démocraties seulement (l'Irak, la Papouasie–Nouvelle-Guinée et la Turquie).

- En moyenne, les démocraties garantissent mieux le **bien-être élémentaire** (dans les indices EDdM, cette dimension inclut des indicateurs concernant la nutrition, l'aptitude à lire et à écrire, l'espérance de vie et l'égalité en matière de santé) et le **développement humain** (voir Programme des Nations Unies pour le développement, 2018) que les régimes hybrides ou non démocratiques (tableau 2.1). À travers le monde, près de la moitié des démocraties (48 %) présentent des niveaux élevés de bien-être élémentaire, contre 28 % pour les régimes non démocratiques et 11 % pour les régimes hybrides.
- **L'absence de corruption** est l'aspect démocratique qui présente la plus forte corrélation avec le bien-être élémentaire et le développement humain. En d'autres termes, plus un pays est corrompu, plus il est susceptible de présenter de faibles niveaux de développement humain, et inversement.
- En moyenne, les démocraties présentent des **niveaux de corruption sensiblement plus faibles** que les régimes hybrides et non démocratiques (tableau 2.1). Plus de deux tiers (78 %) des régimes non démocratiques et 64 % des régimes hybrides connaissent de hauts niveaux

TABLEAU 2.1

Score moyen par type de régime et dimension démocratique

Dimension	Score moyen dans les indices EDdM		
	Régimes démocratiques (n = 97)	Régimes hybrides (n = 28)	Régimes non démocratiques (n = 32)
Droits fondamentaux	0,69	0,50	0,37
Égalité des sexes	0,64	0,51	0,44
Bien-être élémentaire	0,68	0,50	0,57
Absence de corruption	0,54	0,37	0,30
Indice de développement humain (PNUD)	0,74	0,62	0,66

Remarques : Les chiffres tirés de l'Indice de développement humain sont valables pour l'année 2017 et ne sont pas inclus dans les données des indices de l'état de la démocratie dans le monde. Les cellules vertes indiquent le score moyen le plus élevé.

Sources : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <http://www.idea.int/gsod-indices> ; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Human Development Index [Indice de développement humain], 2018, <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi>.

TABLEAU 2.2

PIB moyen par habitant par niveau de représentativité du gouvernement, 1975 et 2018

Niveau de représentativité du gouvernement	PIB moyen par habitant en USD actuels		Augmentation
	1975	2018	
Faible	1 490	7 000	5 fois
Moyen	1 031	13 105	13 fois
Élevé	5 812	49 789	9 fois

Sources : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <http://www.idea.int/gsod-indices> ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2018a <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>.

de corruption, et aucun régime non démocratique n'enregistre de niveaux faibles. Le fait que Singapour soit le seul régime hybride affichant des niveaux de corruption faibles confirme qu'il s'agit là d'une exception à la règle. À titre comparatif, seules 25 % des démocraties atteignent des niveaux de corruption élevés.

D'après les indices EDdM et certains travaux universitaires, **les résultats économiques et environnementaux varient aussi selon le type de régime**, même si *L'état de la démocratie dans le monde en 2019* n'établit pas de lien causal direct à cet égard :

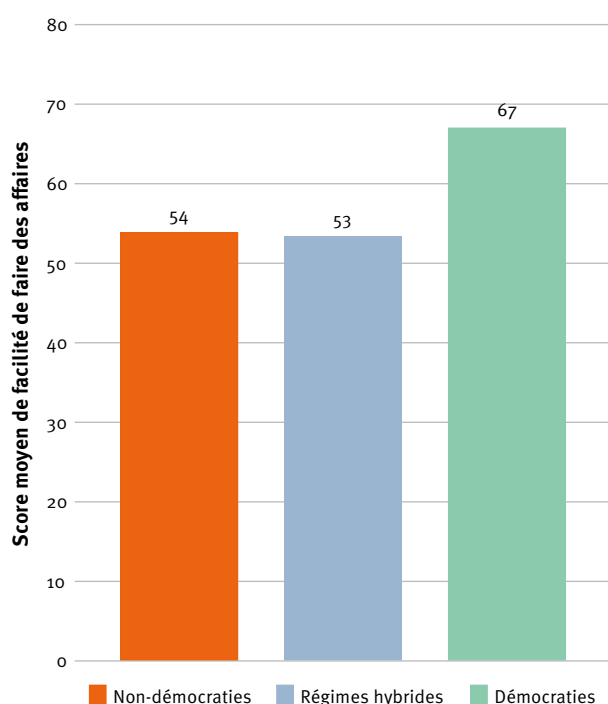
- Les indices EDdM montrent que les démocraties affichant une **représentativité du gouvernement** élevée ou moyenne enregistrent de meilleurs niveaux de croissance à long terme du produit intérieur brut (PIB)

que les régimes non démocratiques où la représentativité du gouvernement est faible (tableau 2.2). Par ailleurs, la transition d'un régime non démocratique vers un régime démocratique fait augmenter le PIB par habitant d'environ 20 % pendant 25 ans, en comparaison avec les niveaux de revenus enregistrés dans les pays ayant conservé un régime non démocratique (Acemoglu *et al.* 2019, p. 48).

- **Les démocraties facilitent les affaires.** Les régimes démocratiques réglementent mieux la conduite des affaires et protègent plus efficacement les droits de propriété que les autres types de régimes. Dans l'indice de la facilité de faire des affaires de la Banque mondiale (Banque mondiale 2018b), les démocraties obtiennent une valeur moyenne de 67, contre 53 pour les régimes hybrides et 54 pour les régimes non démocratiques (figure 2.7). Le type de régime reste significatif une fois que les autres facteurs ont été pris en compte dans l'analyse de régression.

FIGURE 2.7

Valeur moyenne de la facilité de faire des affaires par type de régime, 2018



Remarques : L'indice de la facilité de faire des affaires compare les meilleures pratiques réglementaires des différentes économies. En 2018, les valeurs des pays couverts dans les indices EDdM variaient entre 20 et 87, sachant que la valeur la plus élevée représente une meilleure performance.

Sources : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>. Banque mondiale, Score de la facilité de faire des affaires, 2018, <<https://www.doingbusiness.org/fr/data/doing-business-score>>.

- **Les démocraties réalisent de meilleures performances moyennes environnementales que les régimes non démocratiques.** Les régimes démocratiques obtiennent une valeur moyenne de 72 sur 100 dans l'Indice de performance environnementale, contre une moyenne de 62 pour les régimes non démocratiques et de 59 pour les régimes hybrides. Cet indice classe les pays selon les mesures prises pour protéger la santé humaine contre les nuisances environnementales et préserver les écosystèmes vitaux. La différence devient toutefois moins flagrante si l'on tient compte des niveaux de revenus (Wendling *et al.* 2018).



Des tendances démocratiques préoccupantes : difficultés

Bien que les grandes avancées démocratiques observées dans la plupart des régions du monde et la hausse continue du nombre de démocraties contrent l'hypothèse d'une inversion de la troisième vague de démocratisation, d'autres signes préoccupants mettent en lumière une érosion démocratique. Parmi les problèmes qui caractérisent cette situation figurent le recul de la qualité de la démocratie dans les régimes historiques et de la troisième vague, et les difficultés rencontrées pour satisfaire les citoyens qui attendent des performances démocratiques, sociales et économiques exemplaires et équitables.

Les performances démocratiques restent faibles

- **Les performances et la qualité démocratiques de nombreuses démocraties de la troisième vague restent médiocres et la part de démocraties faibles est en hausse.** Les démocraties qui enregistrent de mauvaises performances dans une ou plusieurs dimensions démocratiques sont qualifiées de démocraties faibles. Elles se caractérisent par l'instabilité de leurs institutions, pratiques et processus démocratiques formels comme informels. La part de démocraties enregistrant des performances démocratiques faibles a augmenté ces dix dernières années, passant de 20 % en 2008 à 25 % en 2018 (figure 2.8). Parmi ces démocraties, un peu plus de la moitié (13 pays) ont réalisé leur transition démocratique entre 1975 et 2000, mais sont restées fragiles et sujettes au risque de rupture démocratique. Les autres, soit un peu moins de la moitié (11 pays), ont adopté un régime démocratique après l'an 2000.
- **L'Afrique est la région où la proportion de démocraties faibles est la plus élevée.** Toutefois, des

démocraties faibles existent dans quasiment toutes les régions du monde, à savoir quatre en Amérique latine et dans les Caraïbes, quatre en Europe, trois en Asie et dans le Pacifique, et deux au Moyen-Orient (tableau 2.3).

- **La hausse de la part de pays affichant des performances démocratiques faibles concerne essentiellement des aspects tels que les droits fondamentaux, l'égalité des groupes sociaux, la participation de la société civile et la participation électorale.** Le recul des droits fondamentaux est particulièrement visible dans les aspects relatifs à l'accès à la justice et aux libertés civiles – principalement en rapport avec la liberté de réunion et d'association et l'intégrité et la sécurité des personnes, mais aussi avec la liberté d'expression et la liberté de religion. Depuis 2016, la part de pays présentant de faibles niveaux de régularité des élections a aussi légèrement augmenté (de 20 à 23 % des pays).

La démocratie reste fragile dans certains contextes de transition

- **La majeure partie des pays ayant entrepris une transition démocratique après 1975 n'ont pas connu**

TABEAU 2.3

Démocraties affichant des performances faibles et très faibles, 2018

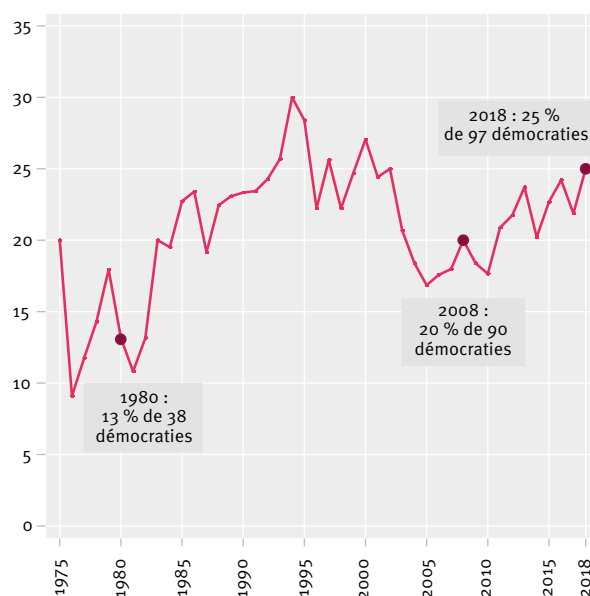
Région	Démocraties affichant des performances faibles	Démocraties affichant des performances très faibles
Afrique	Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Kenya, Libéria, Mali, Nigéria, Sénégal, Tunisie	Guinée-Bissau, Madagascar
Asie et Pacifique	Malaisie, Myanmar, Papouasie-Nouvelle-Guinée	
Europe	Géorgie, Moldavie, Ukraine	Turquie
Amérique latine et Caraïbes	Guatemala, Honduras, République dominicaine	Haïti
Moyen-Orient	Liban	Irak

Remarque : Des performances faibles correspondent à un mauvais score dans au moins une dimension démocratique (sauf si les scores dans les quatre autres dimensions sont élevés), tandis que des performances très faibles correspondent à un mauvais score dans au moins deux dimensions.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

FIGURE 2.8

Pays affichant des performances faibles dans au moins une dimension démocratique, 1975-2018



Pourcentage de démocraties ayant au moins une dimension faible

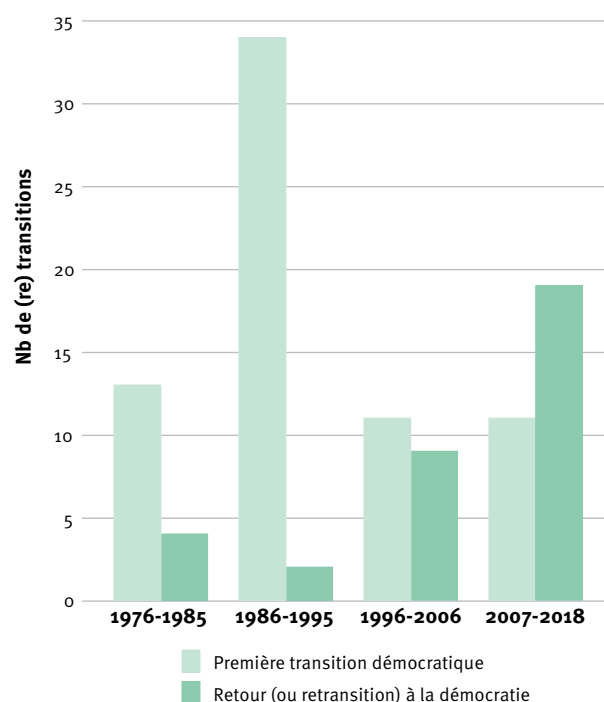
Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

d'interruption de l'ordre démocratique. Cependant, environ 36 % d'entre eux ont subi une fragilité démocratique et une rupture démocratique partielle (vers un régime hybride) ou complète (vers un régime non démocratique) au cours des quarante dernières années. Un peu plus de la moitié de ces pays (17 au total) ont depuis opéré un retour vers la démocratie (et sont considérés comme des démocraties fragiles), tandis que les 13 pays restants sont restés des États hybrides ou non démocratiques.

- **La hausse du nombre de retours à la démocratie témoigne de la fragilité d'un certain nombre de démocraties de la troisième vague.** De 2007 à 2018, 19 retours à la démocratie ont eu lieu, soit plus du double que lors de la décennie précédente (figure 2.9). Tous ces pays ont réalisé leur transition démocratique après 1975, connu une rupture démocratique partielle (vers un régime hybride) ou complète (vers un régime non démocratique), puis réinstauré un régime démocratique. Les exemples les plus récents sont ceux du Sri Lanka (2015), d'Haïti (2016), de la Gambie (2017) et du Liban (2018). Ainsi, bien que le monde continue de voir augmenter le nombre de démocraties, bon nombre d'entre elles présentent une qualité médiocre et une fragilité démocratique.
- **La majorité des pays ayant connu une rupture démocratique partielle ou complète n'ont fait cette expérience qu'une seule fois.** Toutefois, parmi ces 30 pays, neuf ont connu plusieurs ruptures depuis 1975, dont quatre (la Guinée-Bissau, Haïti, le Népal et le Sri Lanka) ont effectué un retour à la démocratie (il est à noter que la Guinée-Bissau et Haïti sont des démocraties faibles). Six pays (le Bangladesh, le Nicaragua, le Niger, la Zambie et, plus récemment, le Pakistan) ayant connu des ruptures démocratiques ont conservé un régime hybride, tandis que la Thaïlande est restée un État non démocratique jusqu'en 2019.
- **L'Afrique contient la plus forte proportion de démocraties fragiles.** Au total, sept démocraties fragiles (qui ont effectué un retour à la démocratie) se situent en Afrique, mais ce type de régime se trouve également en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe et en Asie et dans le Pacifique. Deux tiers de ces démocraties ont vu le jour pendant la première partie de la troisième vague (c'est-à-dire avant l'an 2000), tandis que les autres ont effectué leur transition après le passage au nouveau millénaire.

FIGURE 2.9

Nombre de premières transitions démocratiques et de retours à la démocratie par décennie, 1976-2018



Remarques : Les pays ayant effectué plusieurs retours à la démocratie au cours d'une même décennie sont comptabilisés plusieurs fois. Les premières transitions démocratiques concernent les pays qui ont adopté un système démocratique après 1975 pour la première fois dans leur histoire. Les retours à la démocratie désignent quant à eux les pays qui ont réalisé une transition démocratique après 1975, puis connu une rupture démocratique partielle ou complète avant de revenir à un modèle démocratique.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

- **La faiblesse et la fragilité démocratiques sont étroitement liées.** Deux tiers (12 sur 18) des démocraties fragiles (qui ont connu des interruptions de l'ordre démocratique) enregistrent aussi de faibles performances démocratiques. La moitié de ces démocraties faibles ont vécu au moins une interruption de l'ordre démocratique depuis leur première transition et leur stabilité démocratique peut être décrite comme fragile. La plupart de ces démocraties faibles et fragiles se situent en Afrique, mais peuvent aussi se trouver en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Europe et au Moyen-Orient (tableau 2.4). Les démocraties faibles sont plus vulnérables face au risque de rupture ou de recul démocratique partiel (vers un régime hybride) ou complet (vers un régime non démocratique), ce qui renforce leur fragilité démocratique.

TABEAU 2.4

Démocraties faibles et fragiles, 2018

Combinaison de fragilité et de faiblesse	Afrique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient
Fragile et faible	Gambie, Kenya, Mali, Nigéria	Géorgie	Honduras, République dominicaine	Liban
Très fragile et faible	Guinée-Bissau			
Fragile et très faible	Madagascar	Turquie		
Très fragile et très faible			Haïti	

Remarques : Il s'agit de démocraties à la fois faibles et fragiles selon les définitions fournies dans le texte.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

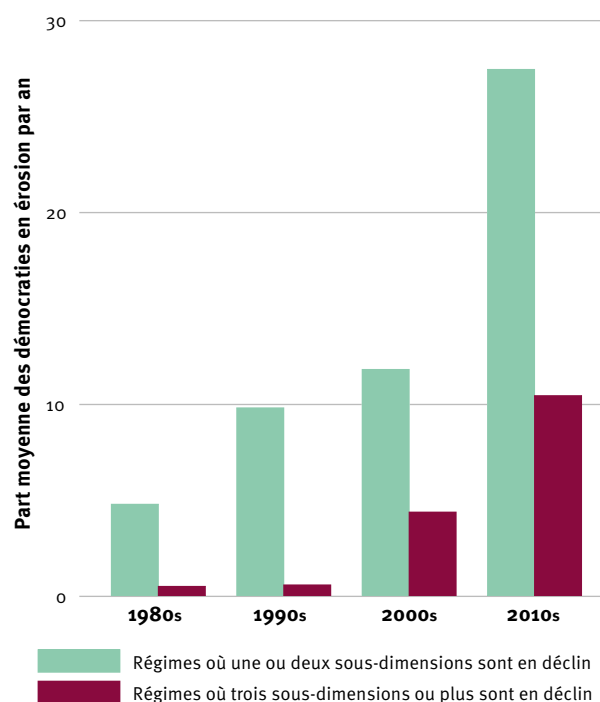
L'érosion démocratique en progression

- La part de démocraties érosionnées n'a cessé de croître au cours des dernières décennies et a plus que doublé entre les deux dernières décennies (figure 2.10). Les indices EDdM définissent l'érosion démocratique comme un déclin statistiquement significatif dans au moins une sous-dimension démocratique sur une période de cinq ans dans un régime démocratique. L'érosion démocratique peut toucher différents niveaux du développement démocratique.
- En 2018, la moitié (50 %) des démocraties ont connu une érosion démocratique, avec un recul des performances dans au moins une sous-dimension démocratique. Pour 15 % des démocraties, au moins trois sous-dimensions étaient en déclin.
- Presque la moitié de la population mondiale (43 %) vit dans des pays qui ont connu une forme d'érosion démocratique ces cinq dernières années.
- Les régions présentant la plus forte proportion de démocraties érosionnées sont l'Amérique du Nord, l'Asie et le Pacifique et l'Europe (figure 2.10).** L'érosion démocratique touche plus de la moitié des démocraties dans ces régions, et un peu moins de la moitié de tous les régimes démocratiques en Afrique et en Amérique latine (respectivement, 43 % et 42 %) (figure 2.11). Ces cinq dernières années, près de la moitié des démocraties anciennes (48 %) et de la troisième vague (53 %) ont connu une érosion démocratique. Les démocraties qui ont subi la plus forte érosion démocratique ces cinq dernières

années, d'après le nombre de reculs concernant des sous-dimensions démocratiques, comptent six démocraties de la

FIGURE 2.10

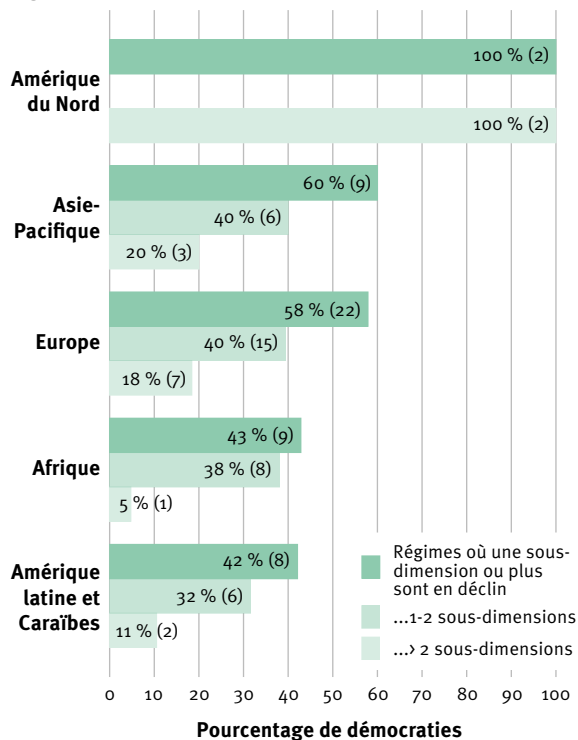
Déclins importants dans une ou plusieurs sous-dimensions de la démocratie, des années 1980 aux années 2010



Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

FIGURE 2.11

Part des pays connaissant une érosion démocratique par région, 2018



Remarque : Cette figure fournit le pourcentage, par région, de démocraties qui connaissent une érosion démocratique.

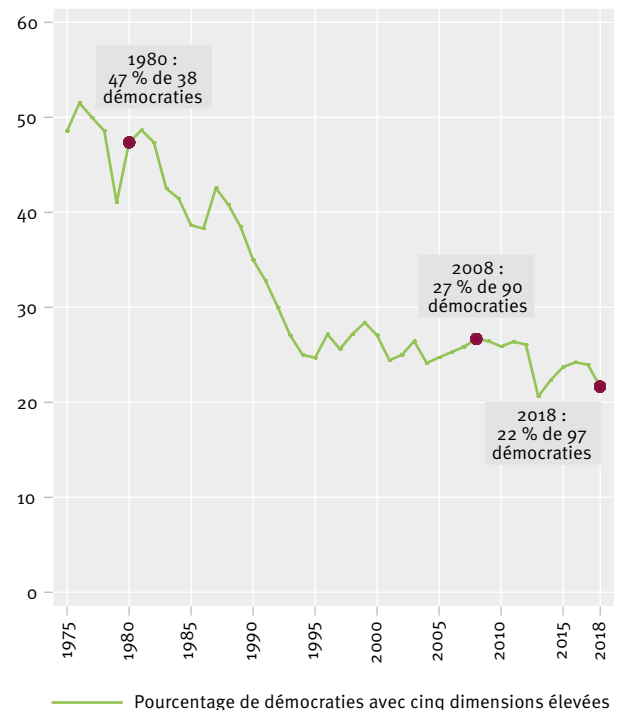
Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

troisième vague (le Brésil, la Hongrie, le Kenya, la Pologne, la Roumanie et la Turquie) ainsi que deux démocraties plus anciennes, à savoir l'Inde et les États-Unis.

- **En 2014, l'érosion démocratique mondiale s'est encore confirmée lorsque le nombre de pays enregistrant un déclin des droits fondamentaux a dépassé le nombre de pays réalisant des progrès en la matière.** De même, en 2016, pour la première fois depuis 1975, le nombre de pays présentant un déclin significatif concernant la représentativité du gouvernement et les contre-pouvoirs sont devenus plus nombreux que ceux qui progressaient à cet égard.
- **Si la faiblesse et la fragilité démocratiques touchent de nombreuses démocraties de la troisième vague, on observe aussi un recul de la qualité des démocraties les plus avancées.** Ce déclin est particulièrement marqué depuis une dizaine d'années. Dans ce contexte, les bonnes performances correspondent à un score élevé

FIGURE 2.12

Pays affichant de bonnes performances dans les cinq dimensions de la démocratie, 1975-2018



Remarques : Ce graphique montre l'évolution du pourcentage de pays présentant de bonnes performances dans les cinq dimensions des indices EDdM. Il illustre le déclin de la qualité de la démocratie dans des démocraties qui enregistraient auparavant de bonnes performances.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

dans les cinq dimensions de la démocratie. Bien que le nombre de régimes démocratiques ait plus que doublé en quarante ans, la part des démocraties affichant de bonnes performances dans les cinq dimensions démocratiques a réduit plus que de moitié dans le même temps (de 47 % en 1980 à 22 % en 2018). Rien qu'au cours de la dernière décennie (depuis 2008), la proportion de ces démocraties est passée de 27 à 22 % (figure 2.12).

- **Les aspects de la démocratie qui ont le plus reculé dans les démocraties les plus avancées concernent l'espace civique.** Les indices EDdM mesurent cette érosion au moyen d'indicateurs concernant la participation de la société civile, l'intégrité des médias et les libertés civiles (en particulier la liberté de religion, l'intégrité et la sécurité des personnes, et la liberté d'expression) ainsi que la participation électorale et la liberté des partis politiques. L'indépendance du pouvoir

judiciaire est aussi en recul. La part de pays affichant de bonnes performances sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté des partis politiques et l'intégrité et la sécurité des personnes était plus faible en 2018 qu'en 1990, tandis que les indicateurs d'intégrité des médias et de liberté d'expression sont revenus au niveau des années 1990.

Le recul démocratique est de plus en plus visible

- **Le recul démocratique, forme spécifique d'érosion démocratique impliquant la fragilisation intentionnelle des mécanismes de contrôle et la restriction des libertés civiles, est devenu plus fréquent au cours de la dernière décennie.** Les indices EDdM définissent le recul démocratique comme l'érosion progressive et délibérée du contrôle de l'exécutif et des institutions chargées de la redevabilité, avec un déclin des libertés civiles.

- Dans le monde, 10 pays connaissent actuellement un recul démocratique. Les cas les plus préoccupants sont ceux de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Serbie et de la Turquie. Toutefois, d'autres pays comme l'Inde, les Philippines et l'Ukraine sont aussi concernés. Au Nicaragua (2016) et au Pakistan (2018), le recul a été si fort qu'il a entraîné une régression vers un régime hybride (une rupture démocratique partielle).
- **Le Venezuela a connu le plus grand recul démocratique des 40 dernières années.** Le Venezuela est le seul pays à être passé d'une démocratie affichant de bonnes performances en matière de représentativité du gouvernement en 1975 à un régime non démocratique aujourd'hui.
- **L'une des principales différences entre le recul démocratique moderne et les formes traditionnelles de rupture démocratique tient à la durée du processus de recul.** En moyenne, les épisodes de recul observés dans les indices EDdM ont duré neuf ans.
- Un faible niveau de soutien de la population dans la démocratie ainsi que la polarisation sociétale et politique semblent favoriser la survenue et la portée des épisodes de recul démocratique.
- Les reculs démocratiques ont tendance à être plus marqués sous les gouvernements populistes et à accroître l'ampleur du déclin démocratique.

- Les pays qui dépendent le plus du commerce extérieur semblent plus enclins au recul démocratique, comme l'affirment ceux qui considèrent que ce phénomène est lié aux craintes que suscite la mondialisation économique au sein des populations vulnérables face à ce phénomène.
- **Les bonnes performances en matière d'efficacité du Parlement et de participation de la société civile aident à prévenir de manière plus efficace l'apparition du recul démocratique,** à réduire les probabilités de sa persistance et à réduire sa portée.

Certaines démocraties revêtent un caractère de plus en plus hybride

- **La proportion de régimes hybrides a augmenté ces dernières décennies.** Les régimes hybrides désignent les pays qui exposent une façade démocratique (souvent sous la forme d'élections régulières mais non pluralistes), souvent accompagnée de restrictions sévères des libertés civiles et d'autres droits démocratiques. Le nombre de régimes hybrides a plus que quadruplé depuis 1975, passant de 7 pays (ou 5 %) à 28 pays (ou 18 %) en 2018.
- **Plus de la moitié des régimes hybrides se trouvent en Afrique.** Le Moyen-Orient compte aussi plusieurs régimes de ce type. Des régimes hybrides existent dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique du Nord. En 2018, le Pakistan et la Tanzanie sont les dernières démocraties à avoir repris une forme hybride.
- **Dans la majorité des cas, l'hybridité n'est pas une étape sur la voie de la démocratie, mais une caractéristique du régime.** Parmi les régimes hybrides mondiaux, 71 % n'ont jamais été des démocraties. Moins d'un tiers (30 %) des démocraties de la troisième vague sont passées par une phase hybride avant de devenir démocratiques. Une très petite proportion (20 %) des régimes hybrides et non démocratiques mondiaux ont connu des interruptions démocratiques ces 40 dernières années.
- **Cependant, en 2018, deux des régimes hybrides les plus persistants au monde ont réalisé une transition démocratique : l'Arménie et la Malaisie.** Après plus de quatre décennies d'hybridité, la Malaisie s'est ouverte à la démocratie à la suite des élections générales de 2018 lors desquelles la coordination de l'opposition et la forte implication de la société civile ont permis de mettre un terme au monopole de la coalition du Front national (Barisan Nasional). En 2018, l'Arménie, qui était un

régime hybride depuis son indépendance en 1991, a été le théâtre d'une vague de manifestations populaires qui ont poussé à la démission du Premier ministre et du président de longue date, puis entraîné une victoire électorale de l'opposition. Ces exemples montrent que de fortes aspirations démocratiques populaires existent même dans les régimes qui n'ont jamais fait l'expérience de la démocratie.

- **L'hybridité est liée à la faiblesse et à la fragilité démocratiques.** Pour près de la moitié des démocraties fragiles, l'hybridité a été une étape vers le recul à un régime non démocratique (une transition inversée). Dans le cas des démocraties fragiles restantes, les interruptions de l'ordre démocratique ont entraîné une hybridité, mais pas une rupture complète de la démocratie.

Les régimes non démocratiques ont continué et renforcé leur autocratisation

- **Les régimes hybrides et non démocratiques continuent de représenter collectivement 38 % des pays. Plus de trois milliards de personnes, soit 43 % de la population mondiale, vivent dans ce type de régimes. La part de régimes non démocratiques a sensiblement diminué ces dernières décennies (passant de 68 % à seulement 20 % des pays).**
- Les régimes non démocratiques incluent les autocraties, les régimes autoritaires, les systèmes de parti unique, les régimes militaires, les monarchies autoritaires, les États faillis ou dévastés par la guerre et les pays ravagés par les conflits et privés d'une autorité centrale ayant le monopole de l'usage de la force.
- **Dans la plupart des régimes non démocratiques, les libertés civiles sont systématiquement entravées.** La séparation des pouvoirs est souvent floue, le pouvoir judiciaire contrôlé par l'exécutif, les partis d'opposition contraints dans leurs actions et les médias systématiquement muselés, tout comme les principaux acteurs de la société civile. Dans les États non démocratiques en déroute et dévastés par la guerre civile, l'exécutif ne possède toutefois généralement pas les mêmes pouvoirs répressifs sur le système judiciaire et les partis d'opposition.
- **La part de population vivant dans des régimes non démocratiques (28 %) reste importante, car plusieurs de ces régimes (notamment l'Arabie saoudite, la Chine et l'Égypte) comptent de nombreux habitants.** Toutes les régions du monde comptent des régimes non démocratiques, sauf l'Amérique du Nord. Le

Moyen-Orient est la région la moins démocratique au monde, car plus de la moitié (58 %) de ses pays sont des régimes non démocratiques. Sur les 32 régimes non démocratiques dans le monde, la plus grande proportion se trouve en Afrique (34 %), puis en Asie-Pacifique (31 %) et au Moyen-Orient et en Iran (22 %). Les sous-régions les moins démocratiques au monde sont l'Asie centrale, qui n'a jamais compté de démocratie, et l'Afrique centrale où l'on ne trouvait aucune démocratie en 2018. L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est ne comptent qu'une seule démocratie chacune.

- **Les modèles de performances varient aussi au sein des régimes non démocratiques.** Certains de ces régimes affichent de mauvais résultats dans toutes les dimensions démocratiques – près de la moitié des régimes non démocratiques (16) entrent dans cette catégorie dans toutes les régions concernées –, tandis que les autres enregistrent des performances moyennes dans certaines dimensions. Les Émirats arabes unis sont le seul régime non démocratique à présenter de bonnes performances dans une dimension démocratique, à savoir l'impartialité de l'administration (car celle-ci affiche de faibles niveaux de corruption). Si l'on analyse les performances des sous-dimensions ou des sous-composants, certains régimes non démocratiques obtiennent également de bonnes performances. Cuba, par exemple, se classe dans le quart supérieur mondial concernant le bien-être élémentaire et l'égalité des sexes.
- **Une part importante des régimes non démocratiques mondiaux se montrent remarquablement tenaces et n'ont jamais connu la démocratie.** Plus de la moitié des régimes non démocratiques au monde (18 sur 32) et la grande majorité (73 %) des régimes hybrides et non démocratiques n'ont connu aucune période démocratique depuis 1975. L'influence de ces régimes non démocratiques qui persistent dans le paysage démocratique mondial ne doit pas être sous-estimée. Les mesures prises par la Chine (et la Russie) en faveur du Venezuela, telles que l'octroi de prêts avantageux en échange de pétrole subventionné, sont considérées comme l'un des principaux facteurs du maintien au pouvoir du régime de Nicolás Maduro. Dans le cas du Cambodge, les prêts financiers sans condition accordés par la Chine et les importants investissements de ce géant économique contribuent fortement au caractère toujours plus autocratique du régime, qui se trouve ainsi protégé contre les pressions internationales. En plus d'investir dans toutes les régions du monde, la Chine exercerait aussi une influence politique et économique en exportant des technologies de surveillance vers des régimes non démocratiques.

- **Bien que les indicateurs démocratiques de plusieurs régimes hybrides et non démocratiques aient quelque peu progressé ces dix dernières années, un nombre important de ces pays deviennent aussi de plus en plus autocratiques et répressifs.** Dans les indices EDdM, ce processus, appelé renforcement de l'autocratisation, s'observe lorsque des régimes hybrides ou non démocratiques enregistrent un déclin significatif dans au moins trois sous-dimensions démocratiques pendant une période de cinq ans (tableau 2.5). Dans certains cas, des régimes hybrides sont devenus non démocratiques, comme le Venezuela en 2017 et le Cambodge en 2018. Le nombre de pays connaissant un renforcement de l'autocratie a augmenté au cours de la dernière décennie pour atteindre désormais son plus haut niveau depuis 1975.

L'espace civique se rétrécit

- **Le développement démocratique mondial des 40 dernières années a transformé l'espace civique dans toutes les régions du monde.** Cette expansion a été provoquée par l'adoption des technologies

de l'information et la communication (TIC) et la transformation des partis politiques, et marquée par le renforcement de l'engagement individuel en dehors des structures organisationnelles formelles, la mobilisation et la coordination citoyenne sous des formes d'interaction plus libres et plus fluides, souvent à l'aide des médias sociaux.

- **L'espace civique présente deux grandes difficultés : le rétrécissement de l'espace civique et l'émergence d'éléments non civils dans la société civile.**
- **Dans toutes les régions du monde et tous les types de régimes, l'espace civique se rétrécit.** Les indices EDdM montrent que la plupart des pays reculent sur les aspects démocratiques liés à l'espace civique. Ce déclin s'observe dans divers contextes, notamment d'érosion, voire de recul démocratiques et de renforcement de l'autocratisation. Ses conséquences sont lourdes pour la santé et la durabilité démocratiques, car un espace civique dynamique est fondamental pour bâtir, conserver et préserver des démocraties saines, notamment du recul démocratique.

TABLEAU 2.5

Pays connaissant un renforcement de l'autocratie, 2013-2018

	Nombre de sous-dimensions en déclin, 2013-2018	Dans la catégorie hybride	Transition d'un régime hybride à non démocratique	Dans la catégorie non démocratique
Venezuela	8		2017	
Yémen	8			X
Burundi	7			X
Soudan du Sud	5			X
Égypte	3			X
Mauritanie	3			X
Togo	3	X		
Bahreïn	3			X
Cambodge	3		2018	

Remarque : Régimes hybrides ou non-démocraties enregistrent un déclin significatif dans au moins trois sous-dimensions démocratiques pendant une période de cinq ans.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

- Les pays ont particulièrement reculé sur des aspects liés à l'espace civique tels que les **libertés civiles** (particulièrement la liberté d'expression, mais aussi la liberté de réunion et d'association, l'intégrité et la sécurité des personnes, la liberté de religion et la liberté de circulation) et l'**intégrité des médias**. Les niveaux de **participation de la société civile** ont aussi fortement diminué dans plusieurs pays. Depuis 2012-2013, pour la première fois en quarante ans, ces trois aspects ont davantage reculé que progressé (figures 2.13, 2.14 et 2.15).
- Bien que l'**Europe** conserve un meilleur espace civique que les autres régions du monde, c'est dans cette région que le plus de pays ont vu reculer les libertés civiles et l'intégrité des médias, deux aspects liés à l'espace civique. Par ailleurs, l'Afrique, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré un déclin de l'intégrité des médias dans un nombre égal de pays.
- **Même si les éléments moins civils de la société civile ont toujours existé, de nouvelles formes ont vu le jour et acquis une voix plus forte et une plus**

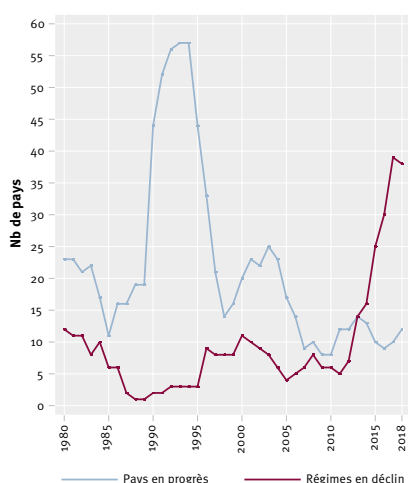
grande visibilité ces dernières années. Certaines de ces voix sont le fruit de sociétés démocratiques et de droits constitutionnellement acquis (p. ex. la liberté d'expression), notamment les mouvements d'extrême droite dans les démocraties d'ancienne date, telles que l'Allemagne, les États-Unis ou la Suède.

D'autres aspects cruciaux de la démocratie progressent lentement

- Les aspects démocratiques qui ont évolué le plus lentement au cours des quatre dernières décennies concernent la réduction de la corruption, la progression de l'égalité des sexes, l'amélioration de l'égalité des groupes sociaux et le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire.
- L'**absence de corruption** est le seul aspect démocratique qui s'est dégradé ces 40 dernières années à l'échelle mondiale – soit une baisse de 3 % depuis 1975 –, à l'exception de la région Amérique latine et Caraïbes, qui a vu une petite montée. La part des démocraties connaissant de hauts niveaux de corruption a plus que doublé en quarante ans : en 1975, 9 % des démocraties affichaient un taux élevé de corruption (3 sur 35),

FIGURE 2.13

Progrès et reculs des libertés civiles, 1980-2018

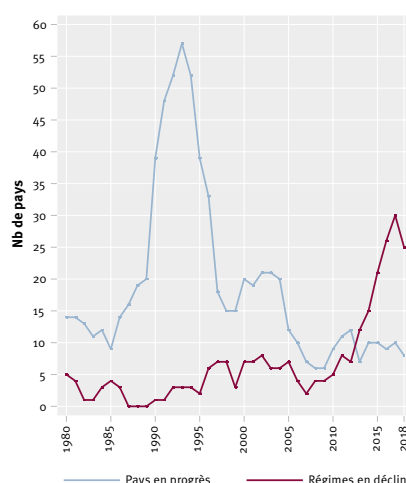


Remarque : Les régimes en progression et en déclin sont des pays ayant enregistré des reculs ou des progrès statistiquement significatifs sur des périodes de cinq ans entre 1980 et 2018.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

FIGURE 2.14

Progrès et reculs de l'intégrité des médias, 1980-2018

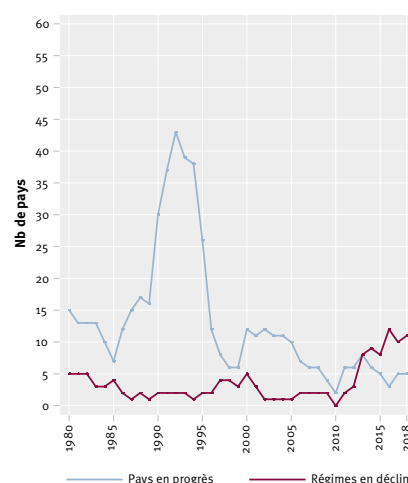


Remarque : Les régimes en progression et en déclin sont des pays ayant enregistré des reculs ou des progrès statistiquement significatifs sur des périodes de cinq ans entre 1980 et 2018.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

FIGURE 2.15

Progrès et reculs de la participation de la société civile, 1980-2018



Remarque : Les régimes en progression et en déclin sont des pays ayant enregistré des reculs ou des progrès statistiquement significatifs sur des périodes de cinq ans entre 1980 et 2018.

Source : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>.

mais ce taux est passé à 25 % en 2018 (24 sur 97). La démocratie ne suffit pas à garantir de faibles niveaux de corruption. En plus de miner la confiance des citoyens et citoyennes envers les figures politiques, la corruption entame aussi leur confiance envers le gouvernement et la démocratie au sens large. La corruption a des retombées importantes sur la durabilité, la stabilité et la santé des anciennes et nouvelles démocraties. L'incapacité apparente de certains pays à enrayer efficacement la corruption est considérée comme l'une des causes de la montée du populisme. Cela étant, les régimes hybrides et non démocratiques restent largement plus corrompus que les démocraties. Au total, 43 % des pays du monde souffrent de niveaux élevés de corruption.

- Les indices EDdM montrent que l'absence de corruption est l'aspect démocratique qui présente la plus forte corrélation avec le bien-être élémentaire (qui regroupe dans ces indices des indicateurs concernant la nutrition, l'alphabétisation, l'espérance de vie et l'égalité en matière de santé). Par conséquent, de hauts niveaux de corruption entravent le développement humain et la réalisation de l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- **L'égalité des groupes sociaux**, qui mesure l'égalité d'accès au pouvoir politique et la jouissance des libertés civiles selon le groupe social, n'a avancé que de 10 %, ce qui en fait la deuxième progression la plus lente dans le cadre sous-tendant ce rapport. De même, les niveaux moyens d'indépendance du pouvoir judiciaire à l'échelle mondiale ont augmenté de 15 % seulement depuis 1975.
- **Sauf accélération du rythme de progression enregistré depuis 10 ans, il faudra attendre encore 46 ans pour atteindre la parité des sexes dans les parlements.** À l'échelle mondiale, seulement 24 % des sièges parlementaires sont occupés par des femmes. Aucune moyenne régionale n'atteint le niveau de « minorité critique », à savoir 30 % de législatrices (IDEA International, 2019b), même si certaines sous-régions y parviennent – notamment l'Europe du Nord et de l'Ouest (36 %), l'Afrique de l'Est (34,5 %), et l'Amérique centrale et le Mexique (32 %) (V-Dem, 2019). Malgré ces avancées, de sérieux efforts doivent encore être déployés pour garantir l'égalité politique entre les hommes et les femmes.

Le populisme progresse à nouveau

- Au cours de la dernière décennie, les parties et personnalités politiques populistes ont élargi leur

électorat dans de nombreux pays. Le désenchantement provoqué par l'apparente incapacité des partis politiques traditionnels à combattre les problèmes sociétaux et économiques a encouragé de nombreux électeurs à choisir d'autres voies politiques, ce qui a renforcé les partis et mouvements extrémistes de chaque côté du spectre politique. Plus de la moitié des pays connaissant un recul démocratique sont dirigés par un gouvernement populiste.

- **Les populistes font souvent peu de cas des institutions chargées de la redevabilité qui exercent un contrôle sur le gouvernement, protègent le pluralisme politique et font partie intégrante de la démocratie libérale.** En raison de sa prédisposition inhérente pour l'exercice sans contrainte du pouvoir, le modèle populiste représente une menace pour la démocratie. Certains affirment néanmoins que les populistes ont mis en lumière des sujets importants (tels que la corruption dans les démocraties) dont les régimes démocratiques doivent tenir compte pour regagner leur légitimité.
- **Les facteurs de la montée du populisme varient entre les pays, mais peuvent généralement être divisés entre facteurs politiques ou économiques.**
- **Les facteurs politiques qui favorisent l'engagement populiste** incluent la crise de représentativité des partis politiques traditionnels, la diminution des adhésions aux partis et le renforcement de la sensibilisation politique et de la mobilisation des classes moyennes. La transformation et la désintégration de la culture politique provoquées par la progression de l'individualisme et la fragmentation et la polarisation de la sphère publique favorisées par l'émergence des nouvelles technologies et des médias sociaux alimentent aussi la hausse du populisme.
- **Les facteurs économiques qui poussent l'électorat à soutenir le populisme** comprennent les attentes déçues en matière de démocratie des classes moyennes en plein essor (ne parvenant pas à soutenir la croissance et l'emploi ou à réduire la corruption), la transformation du marché du travail sous l'effet des avancées technologiques, les disparités socio-économiques que cette transformation a créées dans les pays, la mondialisation et enfin la perte du contrôle national sur les principales décisions politiques, et enfin la vulnérabilité découlant des crises économiques et financières de 2008.
- Les indices EDdM montrent que la qualité de la démocratie baisse davantage sous les gouvernements populistes que non populistes. La seule dimension

de la démocratie qui a connu une hausse sous les gouvernements populistes est la participation électorale.

Les principes électoraux sont de plus en plus souvent détournés à des fins non démocratiques

- **62 % des pays organisent désormais des élections libres, justes et pluralistes. Parmi les démocraties en place en 2018, plus de la moitié (59 %) affichent des taux élevés de régularité des élections.**
- **Bien que les élections soient devenues la norme plutôt que l'exception, de nombreux régimes non démocratiques les utilisent pour se légitimer aux yeux de leurs partenaires nationaux et internationaux.** Dans les régimes hybrides et non démocratiques, les élections peuvent servir à renforcer la façade démocratique. Ce détournement des principes électoraux à des fins non démocratiques contribue à saper la confiance des citoyens envers le processus électoral dans les démocraties.
- **La plupart des processus électoraux établis dans le monde parviennent à contourner les inévitables écueils techniques et à assurer sans heurt le transfert du pouvoir.** Toutefois, en cas de grandes difficultés

techniques et de tentatives appuyées de délégitimation, les processus électoraux ne parviennent pas toujours à obtenir des résultats crédibles ou fiables. Des élections ratées peuvent déboucher sur des crises politiques ayant de graves effets négatifs sur les sociétés. Ces dernières années, des irrégularités et des défaillances avérées ou présumées dans les processus électoraux ont entraîné des retards, des annulations, des contestations ou des reports électoraux, notamment au Kenya (2017), en Irak, en République démocratique du Congo et au Venezuela (2018), et en Bolivie, au Nigéria et en Turquie (2019).

- **Dans les pays qui entreprennent d'importantes réformes démocratiques dans le cadre d'un processus de transition, la révision des règles électorales et la consolidation des systèmes électoraux sont essentielles pour assurer la pérennité de ces processus.** Par ailleurs, les médias sociaux représentent un moyen de communication par lequel les rumeurs et les fausses informations se propagent à une vitesse sans précédent, ce qui peut aussi ébranler la confiance dans les processus électoraux. La nécessité de réguler plus strictement les médias sociaux se fait de plus en plus sentir.

ENCADRÉ 2.1

Les nouvelles technologies et la démocratie

Les nouvelles technologies, notamment les TIC et les réseaux sociaux, contribuent à transformer profondément le paysage démocratique mondial. Si elles ouvrent des possibilités inédites pour asseoir la démocratie, elles génèrent aussi de nouvelles difficultés et de nouveaux risques pour ce modèle de régime politique.



ENCADRÉ 2.2

Principales constatations : la démocratie et les objectifs de développement durable



Les indices EDdM apportent des données complémentaires aux indicateurs officiels servant à suivre la progression de huit objectifs de développement durable (ODD), particulièrement l'ODD 16 et l'ODD 5.5 (tableau 2.6 et figure 2.16)¹.

D'après les indices EDdM, la réalisation de l'ODD 16 à l'échelle mondiale est loin d'être atteinte, malgré quelques avancées notables. Sur les 18 indicateurs EDdM servant à mesurer la progression de l'ODD 16, 12 ont sensiblement reculé, seulement cinq ont progressé et un n'a pas évolué.

Les cibles de l'ODD 16 qui se heurtent aux plus grandes difficultés et reculent plus qu'elles n'avancent sont l'ODD 16.1 sur la réduction de la violence et l'ODD 16.10 sur la liberté d'expression et les libertés fondamentales.

Parmi les cibles qui enregistrent plus de progrès que de reculs se trouve l'ODD 16.5 sur la réduction de la corruption. Ces progrès ne suffisent toutefois pas, car 43 % des pays au monde conservent des niveaux de corruption élevés et entravent dès lors considérablement le développement humain.

Les cibles enregistrant des résultats mitigés sont l'ODD 16.3 sur l'état de droit, avec des avancées concernant l'accès à la justice et la prévisibilité de l'exécution des décisions, mais des reculs de l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'ODD 16.6 sur l'efficacité des institutions, avec une baisse de l'indépendance du pouvoir judiciaire, de la liberté des partis politiques et de la participation civile, mais une amélioration de l'efficacité du Parlement, et l'ODD 16.7 sur la participation à la prise de décisions, avec une dégradation de la régularité des élections et de l'élection du gouvernement, une stagnation de la participation électorale et de la démocratie locale, et une progression de l'efficacité du Parlement.



L'ODD 5.5 sur la représentation des femmes en politique a régressé, car deux pays enregistrent un recul depuis 2015 et aucun pays n'a progressé.

TABLEAU 2.6

La démocratie et les objectifs de développement durable

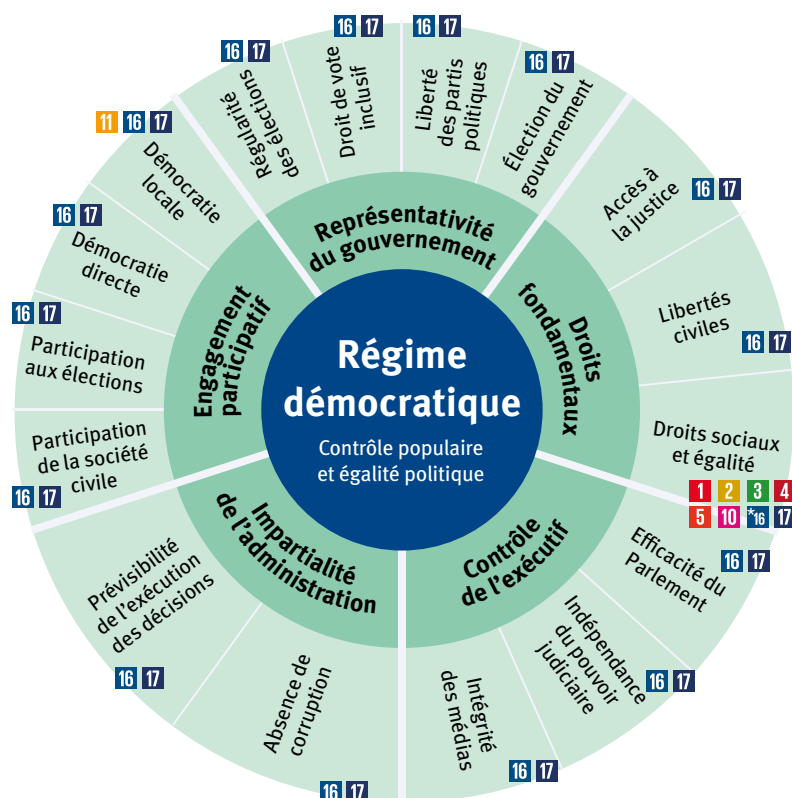
Cible de l'ODD	Description	Progression
Cible 16.1	Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.	En baisse ↓
Cible 16.3	Promouvoir l'état de droit dans l'ordre interne et international et garantir à tous un égal accès à la justice.	Mitigée
Cible 16.5	Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.	En hausse ↑
Cible 16.6	Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.	Mitigée
Cible 16.7	Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions.	Mitigée
Cible 16.10	Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux.	En baisse ↓
Cible 5.5	Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique	En baisse ↓

Sources : IDEA International, The Global State of Democracy Indices [Indices de l'état de la démocratie dans le monde], 2019a, <<http://www.idea.int/gsod-indices>>; « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », Document de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/70/1, 21 octobre 2015, <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F>.

¹ La méthodologie de suivi des avancées relatives à l'ODD 16 à l'aide des indices EDdM est décrite dans IDEA International, « Tracking Progress on Sustainable Development Goal 16 with the Global State of Democracy Indices » (Suivi des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable 16 à l'aide des indices de l'état de la démocratie), *GSOD In Focus* n° 8, septembre 2019.

FIGURE 2.16

Cadre conceptuel de l'état de la démocratie dans le monde et ses liens avec les objectifs de développement durable



Sous-dimension qui mesure indirectement l'ODD 16

Chapitre 3

Principales constatations à l'échelle régionale

Les indices EDdM s'appuient sur 97 indicateurs qui mesurent les tendances du développement démocratique dans 158 pays partagés entre six grandes régions : l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen-Orient et

l'Amérique du Nord. Cette section synthétise les constatations régionales présentées dans le rapport complet de *L'état de la démocratie dans le monde en 2019*, qui dresse un portrait général de la situation démocratique dans ces régions.

Constatations à l'échelle régionale : Afrique et Moyen-Orient

Constatations à l'échelle régionale : Afrique



Avancées positives

- **Après l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique est la région où la démocratie s'est le plus répandue depuis 1975.** Au cours des dernières décennies, le continent africain a connu une expansion remarquable, particulièrement depuis le début des années 1990 où ont eu lieu les premières élections multipartites dans de nombreux pays.
- En 1975, 41 pays étaient des régimes non démocratiques, contre seulement trois États démocratiques. En 2018, la part des démocraties avait été multipliée par cinq, jusqu'à atteindre 20 pays. Ainsi, la démocratie est désormais le type de régime le plus représenté dans la région (41 %).
- **La représentativité du gouvernement s'est améliorée sur le continent africain.** Sur les 20 pays démocratiques, la grande majorité enregistre des résultats moyens concernant la représentativité du gouvernement, à l'exception d'un seul pays (Maurice), qui enregistre des résultats élevés.
- Entre 1975 et 2018, les avancées à cet égard ont entraîné des progrès en matière de contrôle de l'exécutif et de droits fondamentaux.
- **Les aspirations démocratiques des Africains restent fortes.** Des mouvements populaires réclamant un changement démocratique ont récemment eu lieu en Éthiopie (de 2014 à 2018) et en Gambie (en 2016), deux pays traditionnellement dirigés par des leaders autocratiques. Dans le premier, ces mobilisations ont entraîné des prémices de réformes démocratiques, tandis que le deuxième a effectué une transition démocratique après 22 ans de régime non démocratique. Les manifestations en faveur de la démocratie ayant secoué l'Algérie, l'Égypte et le Soudan en 2019 montrent aussi que ces revendications prennent de l'ampleur dans les régimes hybrides et non démocratiques de la région.
- **Les libertés civiles sont l'un des aspects démocratiques pour lesquels l'Afrique présente les meilleurs résultats.** En 2018, 33 % des pays affichaient des niveaux élevés de respect des libertés civiles. Ces bonnes performances se concentrent dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, suivie de l'Afrique australe. Parmi les pays qui se distinguent positivement sur cet aspect, 87 % (14) sont des démocraties, et seulement 12 % (2) sont des régimes hybrides. Aucun régime non démocratique n'affiche de résultats élevés concernant les libertés civiles.
- **Les élections se sont généralisées dans toute l'Afrique.** Seuls quatre pays africains (l'Érythrée, la Libye, la Somalie et le Soudan du Sud) ne tiennent aucune forme d'élections et obtiennent un score nul concernant la régularité des élections et le droit de vote inclusif, et donc la représentativité du gouvernement. Bien que la Libye et le Soudan du Sud aient organisé des élections respectivement en 2014 et en 2010, celles-ci restent sporadiques en raison des guerres civiles prolongées. Dans des pays de l'Afrique de l'Ouest comme le Libéria et la Sierra Leone, les élections démocratiques et des gouvernements plus solides ont succédé aux guerres civiles de longue durée.
- **Parmi les nouvelles démocraties de la troisième vague, c'est la Tunisie qui a enregistré le plus d'avancées démocratiques. Elle fait désormais partie du premier quart mondial dans sept sous-dimensions démocratiques.** De même, la Gambie, qui compte aussi parmi les démocraties de la troisième vague, a sensiblement progressé sur le plan démocratique depuis sa transition en 2017.



Difficultés rencontrées par la démocratie dans la région

- **Bien que les démocraties soient le type de régime le plus largement représenté dans la région, 11 pays africains restent considérés comme des régimes non démocratiques (soit 22 %).**
- L'Afrique est aussi la région où la proportion de régimes hybrides est la plus forte, soit plus d'un tiers des pays (18). La Tanzanie est le dernier pays en date à être tombé dans l'hybridité, en 2018.
- **Malgré les progrès réalisés ces dernières décennies, la tenue des élections reste imparfaite dans plusieurs pays africains.** Bien que les transitions entre les partis au pouvoir et les partis d'opposition aient augmenté dans la région, peu de pays engagent les grandes réformes nécessaires pour accroître l'intégrité des processus électoraux. La contestation des élections reste courante dans la région, et s'accompagne parfois de flambées de violences électorales.
- **Dans une bonne partie de l'Afrique, les conflits et les guerres civiles compliquent aussi la consolidation démocratique.** Dans plusieurs pays, les progrès antérieurs ont été effacés par

la violence, le retour d'un régime militaire ou l'incapacité à transformer le processus politique.

- **Plusieurs problèmes entravent les initiatives régionales et nationales concernant l'égalité des sexes en Afrique.** À des degrés divers, les femmes africaines ne bénéficient pas d'une égalité d'accès au pouvoir politique et socio-économique, et leur intégration reste un obstacle important dans la plupart des pays.
- **Malgré l'expansion de la démocratie dans la région, plusieurs pays ont connu des reculs significatifs ces dernières années.** Ces régressions sont visibles dans des pays comme l'Égypte, un pays qui a vécu un renforcement autocratique depuis les soulèvements arabes.
- **L'indépendance du pouvoir judiciaire est l'un des aspects démocratiques les plus faibles en Afrique.** Les niveaux d'indépendance du pouvoir judiciaire laissent à désirer dans près de la moitié des pays de la région.
- **L'Afrique est la région qui présente les plus forts taux de corruption et le plus grand nombre de démocraties affichant de hauts niveaux de corruption.** Cette forte corruption est étroitement corrélée avec les faibles niveaux de développement humain, ce qui compromet sérieusement le développement durable de la région.

Constatations à l'échelle régionale : Moyen-Orient



Avancées positives

- **D'après les indices EDDM, le Moyen-Orient ne comptait que deux démocraties en 2018 : l'Irak, qui est considéré comme une très faible démocratie, et le Liban, qui est une démocratie fragile.**
- **L'Irak est le seul pays du Moyen-Orient où la démocratie s'est montrée résiliente.** Bien que ses institutions démocratiques restent fragiles, le pays s'est maintenu hors de l'hybridité depuis sa transition démocratique de 2010. Sa démocratie est toutefois faible, avec de mauvais résultats concernant l'impartialité de l'administration et l'engagement participatif. Les résultats concernant ses droits fondamentaux le classent dans le quart inférieur mondial à cet égard.
- **Le renforcement de l'égalité des sexes au Moyen-Orient a connu quelques progrès.** La tâche est loin d'être finie, mais de petites avancées ont toutefois été constatées. L'Irak a ainsi instauré des quotas pour les femmes dans le pouvoir législatif. L'Arabie saoudite a fait de même pour la nomination

des membres de son organe consultatif, le Conseil de la Choura. Ces démarches ressemblent toutefois plus à une volonté d'apaisement des partenaires occidentaux qu'à une véritable réforme en faveur de l'égalité des sexes.



Difficultés rencontrées par la démocratie dans la région

- **Les soulèvements arabes de 2010 et 2011 ont laissé espérer une avancée de la démocratie au Moyen-Orient et semblent avoir représenté un tournant dans l'histoire de la démocratie dans la région.** Cependant, la plupart des mouvements revendiquant un renforcement de la démocratie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord se sont depuis essoufflés. À l'exception de la Tunisie, en Afrique du Nord, les transitions attendues ont été avortées.
- **Le Moyen-Orient reste la région la moins démocratique au monde.** Le faible nombre de démocraties (2 pays sur 12) en est la preuve évidente. C'est aussi la région où la

proportion de régimes non démocratiques est la plus forte. En effet, plus de la moitié des pays du Moyen-Orient (58 %) appartiennent à cette catégorie, et un quart sont des régimes hybrides.

- **Dans cette région, les régimes non démocratiques se sont aussi, hélas, montrés résilients.** Sur les 12 pays de la région, 10 n'ont jamais connu la démocratie. Six de ces pays ont toujours conservé le même régime politique, tandis que les quatre autres ont connu des périodes d'hybridité.

Constatations à l'échelle régionale : Amériques

Constatations à l'échelle régionale : Amérique latine et Caraïbes



Avancées positives

- **Après l'Amérique du Nord et l'Europe, la région englobant l'Amérique latine et les Caraïbes est la troisième la plus démocratique au monde. Tous ses pays sauf trois sont considérés comme des démocraties.** Les démocraties de cette région se sont montrées résilientes. Sur les cinq pays qui étaient des démocraties en 1977, quatre (la Colombie, le Costa Rica, la Jamaïque et Trinité-et-Tobago) ont constamment maintenu ce statut. Sur les 16 pays qui ont effectué une transition démocratique après 1977, près de 75 % n'ont ensuite connu aucune interruption.
- **L'Amérique latine et les Caraïbes présentent un paysage démocratique hétérogène.** Dans le même temps, un petit nombre de démocraties se distinguent par leurs bonnes performances. Sur les cinq pays au monde où la représentativité du gouvernement est la plus élevée, trois (le Costa Rica, le Chili et l'Uruguay) se trouvent en Amérique latine. En 2018, l'Uruguay et Trinité-et-Tobago étaient les deux pays de la région (sur un total de 21 dans le monde), qui affichaient des performances élevées dans toutes les dimensions démocratiques. La Jamaïque, le Chili et le Costa Rica obtiennent de bons résultats dans quatre dimensions sur cinq. Les performances démocratiques de ces cinq pays se démarquent aussi de celles du reste du monde. De fait, ces régimes démocratiques se classent tous dans le quart supérieur mondial concernant la représentativité du gouvernement, les droits fondamentaux, le contrôle de l'exécutif et, à l'exception de la Jamaïque, l'impartialité de l'administration.
- En Amérique latine, les aspects démocratiques les plus performants sont la participation électorale (pour laquelle la région enregistre les meilleurs résultats avec la région Asie-Pacifique) et la liberté de religion (pour laquelle ses résultats dépassent ceux de l'Europe). Sur tous les autres aspects de la démocratie, l'Amérique latine et les Caraïbes se classent en troisième position, après l'Amérique du Nord et l'Europe.
- C'est en Amérique latine et dans les Caraïbes que l'égalité des sexes en politique a le plus progressé ces dernières décennies. Comme l'Europe, la région enregistre la meilleure représentation des femmes dans les parlements avec une moyenne de 27 %, contre une moyenne mondiale de 24 %.

- **La qualité de la démocratie en Amérique latine varie fortement : 12 modèles de performances démocratiques peuvent être observés.** Le plus communément, les pays enregistrent des performances moyennes dans quatre dimensions sur cinq et de faibles performances dans au moins une dimension démocratique.



Difficultés rencontrées par la démocratie dans la région

- **Cuba est le seul pays de la région à ne pas avoir effectué de transition démocratique depuis 1975 et à avoir conservé un régime non démocratique.** Son rôle dans l'effondrement démocratique du Venezuela ne doit pas être sous-estimé. En effet, du pétrole vénézuélien a été échangé contre des médecins, des enseignantes et des spécialistes du renseignement cubains.
- **Le Venezuela est le pays de la région le plus en difficulté sur le plan démocratique.** Après deux décennies de grave recul démocratique, le pays a vécu une rupture démocratique complète en 2017. De fait, le Venezuela est le seul pays à être passé d'une démocratie affichant de bonnes performances en matière de représentativité du gouvernement (de 1975 à 1996) à un État non démocratique.
- **Plusieurs autres pays ont subi un recul et/ou une érosion démocratique.** C'est par exemple le cas du Nicaragua, qui a rétabli un régime hybride en 2016 après une période de grave recul démocratique. Depuis cinq ans, la démocratie faiblit aussi au Brésil, le régime démocratique de la région qui enregistre des déclinés dans le plus grand nombre de dimensions (8 sur 16). À l'échelle mondiale, le Brésil est l'un des cinq pays avec le plus grand nombre de déclinés depuis 2013. Dans le même laps de temps, l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, El Salvador, Haïti et la République dominicaine ont vu reculer au moins une sous-dimension démocratique.
- **Certains pays de la région se caractérisent par une fragilité démocratique.** Sur les 16 pays ayant effectué une transition démocratique après 1977, cinq ont interrompu l'ordre démocratique en rétablissant un régime hybride, mais quatre (Haïti, le Honduras, le Pérou et la République dominicaine) ont

depuis rebondi. À en juger par leurs mauvais résultats dans une ou plusieurs dimensions démocratiques, le Guatemala, Haïti, le Honduras et la République dominicaine sont aussi les démocraties les plus faibles de la région.

- **La région présente les plus fortes inégalités socio-économiques au monde, donnant lieu à de profondes inégalités d'accès au pouvoir politique.** L'Amérique latine et les Caraïbes possèdent également des taux de criminalité et de violence inégaux. Conjuguée à de hauts niveaux de corruption, cette situation sape la confiance dans la démocratie et nourrit le mécontentement des citoyens et citoyennes.
- **Les partis politiques latino-américains vivent une crise de la représentativité.** Ces problèmes découlent de leur difficulté à s'adapter à la transformation de la société et aux attentes croissantes d'une classe moyenne déçue par l'absence de résultats en matière de lutte contre la corruption et les inégalités. L'électorat de certains pays s'est ainsi détourné des partis traditionnels et soutient désormais des candidates contestataires.
- **Comme dans d'autres parties du monde, l'Amérique latine et les Caraïbes ont connu un rétrécissement de l'espace civique et médiatique au cours de ces dernières années.** Certaines des restrictions de l'espace civique sont liées aux actions de plaider ou aux enquêtes sur la corruption et les réseaux illicites.
- **La région rencontre aussi d'autres défis à relever, dont les flux migratoires.** Ceux-ci ont notamment été provoqués par les ruptures démocratiques au Venezuela et au Nicaragua ainsi que par le renforcement de la frontière entre le Mexique et les États-Unis, qui refoule les migrants d'Amérique centrale vers le reste de la région.
- **La démocratie y est de moins en moins valorisée.** Les enquêtes d'opinion publique montrent que la popularité de la démocratie a chuté de 12 points au cours de la dernière décennie en Amérique latine, passant de 70 % en 2008 à 58 % en 2017, dont une baisse de neuf points seulement au cours des trois dernières années (Latinobarómetro, 2018).

Constatations à l'échelle régionale : Amérique du Nord



Avancées positives

- **L'Amérique du Nord affiche de bons résultats concernant la régularité des élections.** La région obtient un score de 0,86 et le Canada et les États-Unis font tous deux partie du quart supérieur mondial. Bien que le score des États-Unis soit passé de 0,95 à 0,78 entre 2012 et 2018, il a toutefois augmenté sur la période 2017-2018 après les élections de mi-mandat.
- **Le Canada et les États-Unis enregistrent de bons résultats quant au droit de vote inclusif.** Le Canada obtient le meilleur score en la matière (0,95) et se classe dans le quart supérieur mondial, tandis que les États-Unis affichent un score de 0,90.
- **L'Amérique du Nord présente de bonnes performances concernant l'accès à la justice et les libertés civiles.** Le Canada comme les États-Unis se trouvent dans le quart supérieur mondial pour ces deux dimensions.
- **Les deux pays se trouvent aussi dans le quart supérieur mondial concernant l'égalité des sexes.** L'égalité des sexes est élevée au Canada (0,81), mais le score des États-Unis s'est dégradé pour atteindre un niveau moyen en 2017 (0,69).
- **La prévisibilité de l'exécution des décisions est forte en Amérique du Nord.** Le Canada comme les États-Unis se trouvent dans le quart supérieur mondial pour cet indicateur. Le score canadien a diminué depuis 2012, mais reste toutefois élevé.

- **La participation de la société civile est bonne dans la région.** Le Canada comme les États-Unis se trouvent dans le quart supérieur mondial pour cet indicateur. Bien que le score canadien ait légèrement augmenté depuis 2013 (de 0,74 à 0,84), cette hausse n'est pas statistiquement significative.



Difficultés rencontrées par la démocratie dans la région

- **L'Amérique du Nord affiche des performances moyennes en matière d'égalité des groupes sociaux et d'efficacité du Parlement.** Pour la première mesure, le Canada obtient un score de 0,65 et les États-Unis de 0,53. Pour la seconde mesure, le Canada reste dans le quart supérieur mondial, tandis que les États-Unis le réintègrent en 2018 après en être sortis l'année précédente. Ces cinq dernières années, les États-Unis ont enregistré des baisses statistiquement significatives concernant l'efficacité du Parlement, passant de 0,84 en 2012 à 0,71 en 2018.
- **L'intégrité des médias reste également forte, malgré quelques baisses dans la région.** Les États-Unis ont notamment vu diminuer leurs scores sur l'intégrité des médias entre 2012 et 2017, même si le pays conserve des résultats élevés (0,76).
- **Bien que la corruption reste faible en Amérique du Nord, les scores du Canada et des États-Unis concernant l'absence de corruption ont diminué de façon statistiquement significative.**

Le score du Canada est passé de 0,87 en 2012 à 0,79 en 2018 (restant néanmoins à un niveau élevé), et celui des États-Unis de 0,83 en 2012 à un niveau moyen (0,69) en 2018. Cela étant, les deux pays restent au-dessus de la moyenne mondiale.

- **Pour ce qui concerne la participation électorale, l'Amérique du Nord obtient un score particulièrement faible et est dépassée par toutes les régions, à l'exception de l'Afrique et du Moyen-Orient.** Le score des États-Unis (0,47) sur cet indicateur fait baisser la moyenne régionale (0,54) et compte parmi les plus faibles des démocraties mondiales. Les taux de participation électorale sont généralement plus élevés lors des élections présidentielles (56,6 % en moyenne depuis 1975) que pour les élections de mi-mandat (36,9 % de moyenne jusqu'en 2018). Cette faible participation électorale contribue à affaiblir la démocratie américaine en nuisant au principe fondamental du contrôle populaire.
- **Les libertés civiles ont également décliné aux États-Unis**, dont le score est passé de 0,98 en 2012 à 0,87 (restant néanmoins à un niveau élevé) en 2018. La liberté d'expression est celle qui

a le plus reculé, mais la liberté de mouvement et la liberté de religion ont aussi diminué.

- **Aux États-Unis, différents facteurs contribuent à un système électoral auquel l'électorat ordinaire, surtout les populations pauvres et les minorités, a de plus en plus de difficultés à accéder et participer.** Le système de découpage électoral partisan appelé *gerrymandering*, la faible régulation du financement des campagnes, le système des collèges électoraux et les lois strictes concernant l'identification des électeurs et électrices (ainsi que, plus récemment, les interférences étrangères dans les élections) contribuent à la création d'un système électoral peu inclusif où la richesse et l'accès au pouvoir prennent le pas sur l'égalité politique.
- **Si le Canada obtient de bonnes performances en matière de démocratie locale, en 2018, les États-Unis sont sortis du quart supérieur mondial pour cet indicateur.** Le Canada reste dans le quart supérieur mondial, mais les États-Unis ont enregistré des reculs au cours de ces cinq dernières années, passant de 0,95 en 2013 à 0,69 en 2018. Ce pays se classe désormais parmi les résultats moyens pour cet indicateur.

Constatations à l'échelle régionale : Asie et Pacifique



Avancées positives

- **Depuis 40 ans, la démocratie s'est remarquablement étendue dans la région de l'Asie et du Pacifique.** Son nombre a doublé (de 7 à 15) et le nombre de régimes non démocratiques a diminué (de 14 à 10). Cette expansion a été stimulée par des transitions démocratiques ; 12 pays ont ainsi adopté le modèle démocratique pour la première fois depuis 1975. Deux de ces pays (la Malaisie et le Myanmar) ont réalisé leur transition au cours des quatre dernières années. Le Sri Lanka, une des cinq démocraties datant d'avant 1975, est repassé à un modèle démocratique en 2015, après une deuxième période hybride.
- La Malaisie, un des deux régimes hybrides les plus persistants de la région (avec Singapour), a adopté le régime démocratique pour la première fois après les élections de 2018, mettant ainsi un terme au monopole du pouvoir que le parti gouvernant détenait depuis 60 ans.
- **Les anciennes démocraties d'Asie et du Pacifique se sont montrées résilientes.** Sur les sept démocraties en place en 1975, cinq le sont restées sans interruption jusqu'à aujourd'hui : l'Australie, l'Inde, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Sur les 12 démocraties établies après 1975, toutes sauf deux conservent ce statut, et la moitié n'ont connu aucune interruption de l'ordre démocratique.

- **Parmi les démocraties nées dans la première partie de la troisième vague (soit entre 1975 et 2000), la République de Corée (Corée du Sud) et Taiwan sont celles où la démocratie a le plus progressé.** Parmi les démocraties plus récentes, c'est le Timor-Leste qui se distingue à cet égard. Ces démocraties sont les seules de la première partie de la troisième vague à afficher de bons résultats en matière de représentativité du gouvernement.

- **Les démocraties de la région prennent de multiples formes.** L'Australie, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande et Taiwan sont les seuls régimes démocratiques à enregistrer de bons résultats dans les cinq dimensions. Le Japon les suit de près avec quatre dimensions satisfaisantes. Le plus souvent, les démocraties de la région (40 %) affichent des résultats moyens dans toutes les dimensions.



Difficultés rencontrées par la démocratie dans la région

- **Dans la moitié des pays de la région de l'Asie et du Pacifique, les gouvernements n'ont pas été élus démocratiquement.** Les régimes de certains pays sont devenus encore plus autocratiques au cours de ces dernières années. Par exemple, le Cambodge, qui n'a jamais achevé sa transition démocratique, est redevenu un régime non démocratique en 2018. Après le Moyen-Orient et l'Afrique, l'Asie est la région qui

présente le plus grand nombre de pays n'ayant jamais connu la démocratie (40 %).

- **Les démocraties de l'Asie et du Pacifique souffrent de leur fragilité démocratique et de leurs performances insuffisantes en matière de démocratie.** Le Népal, les Philippines et le Sri Lanka ont connu des interruptions de l'ordre démocratique après leur transition. D'autres pays, comme la Malaisie, le Myanmar et la Papouasie–Nouvelle-Guinée, enregistrent de mauvais résultats dans au moins une dimension démocratique. D'autres encore sont le théâtre d'une érosion démocratique.
- **L'Asie-Pacifique est une des régions les plus touchées par l'érosion de la démocratie et par la faiblesse des performances démocratiques : plus de la moitié de ses démocraties en souffrent.** L'Inde connaît actuellement une période de recul démocratique et enregistre le plus grand nombre de scores en baisse dans les sous-dimensions de la démocratie depuis 2013. Elle est suivie par les Philippines. Les démocraties plus anciennes comme l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont aussi connu un certain déclin. C'est également le cas de l'Indonésie, la Mongolie et le Timor-Leste.
- **Plusieurs pays de la région ont connu, depuis leur première transition démocratique, des périodes de fragilité démocratique, ponctuées de ruptures démocratiques.** Le Bangladesh (depuis 2014) et le Pakistan (depuis 2018) sont repassés à des régimes hybrides. Après le retour d'un régime militaire en 2014, la Thaïlande a toutefois organisé des élections ouvrant la possibilité d'un gouvernement civil en 2019.
- **Dans plusieurs pays asiatiques, les droits humains sont mal protégés.** Des acteurs étatiques et non étatiques commettent des violations de ces droits, parfois dans le cadre de conflits internes attisés par les vagues successives d'ethnonationalisme.

- **Bien que l'égalité des sexes ait progressé dans certains pays ces dernières décennies, elle demeure toujours à la traîne dans la région Asie-Pacifique.** Des progrès significatifs restent à faire en termes d'égalité des sexes et de représentation des femmes en politique (ODD 5.5). Des efforts sont nécessaires pour renforcer la représentation des femmes dans les nouvelles démocraties, mais aussi en Corée du Sud et au Japon.
- **Les récentes attaques visant des institutions essentielles à l'intégrité démocratique représentent une menace majeure pour la démocratie en Asie et dans le Pacifique.** Le pouvoir judiciaire, les tribunaux, les commissions électorales, les parlements et les agences de lutte contre la corruption sont pris pour cible.
- **Malgré quelques avancées récentes dans la réduction de la corruption (ODD 16.5), près de la moitié des pays de l'Asie et du Pacifique conservent des taux de corruption élevés.** Cette situation est aggravée par la faiblesse des systèmes judiciaires à court de moyens pour combattre la corruption.
- **Ces dernières années, l'espace civique, la liberté d'expression et la liberté des médias ont été menacés dans toute la région.** Au Cambodge, par exemple, l'espace civique s'est rétréci alors que le régime devenait de plus en plus autocratique. En Thaïlande, un rétrécissement similaire s'est produit après la rupture démocratique de 2014. Dans d'autres pays, l'espace civique s'est réduit dans un contexte d'érosion et de recul démocratiques, sous l'effet de la montée des partis politiques nationalistes et sous prétexte de souveraineté nationale, d'ordre public, de sécurité nationale et de lutte antiterroriste.
- La réalisation de la cible 16.10 est particulièrement préoccupante, car, depuis 2015, les pays où l'intégrité des médias et la liberté de réunion et d'association ont diminué ont été plus nombreux que ceux où elles ont progressé.

Constatations à l'échelle régionale : Europe



Avancées positives

- **Après l'Amérique du Nord, l'Europe est la deuxième région la plus démocratique au monde, avec 93 % de régimes jugés démocratiques.** C'est aussi la région qui compte le plus de démocraties au monde, soit 39 pays ou 40 % de la part mondiale.
- **La majorité des démocraties de la troisième vague se situent en Europe.** Depuis 1975, 28 pays de la région ont réalisé une transition démocratique, dont près de la moitié (12) sont de nouveaux États ayant acquis leur indépendance après la fin de

la guerre froide et la chute du bloc soviétique/communiste. Les démocraties européennes se sont montrées particulièrement résilientes. Bien que deux des démocraties de la troisième vague (l'Albanie et la Géorgie) soient momentanément retombées dans l'hybridité, ces pays sont depuis redevenus démocratiques.

- **Sur les 21 démocraties au monde affichant de bonnes performances dans toutes les dimensions des indices EDdM, 14 se trouvent en Europe.** La majorité (11) sont d'anciennes démocraties de l'Europe du Nord et de l'Ouest, tandis qu'une se situe en Europe du Sud (l'Espagne) et deux en Europe de l'Est et centrale (l'Estonie et la Slovaquie).
- Dans des pays tels que le Danemark, la Finlande, la Lettonie et le Royaume-Uni, de plus en plus d'initiatives aident les

citoyens et citoyennes en Europe à participer directement à la prise de décisions publiques, notamment par le biais d'actions citoyennes locales, de pétitions ou de plateformes électroniques.

- **L'Arménie est passé d'un régime hybride en 2017 à un régime démocratique en 2018.** C'est aussi le pays qui a enregistré le plus grand nombre d'avancées statistiquement significatives en Europe en 2018, à savoir en matière de contrôle de l'exécutif, d'impartialité de l'administration et d'engagement participatif, ainsi que dans huit sous-dimensions démocratiques connexes.



Difficultés rencontrées par la démocratie dans la région

- **Bien que les démocraties se concentrent essentiellement en Europe, la région voit leur qualité s'appauvrir depuis dix ans.** La part de pays présentant de bons résultats en matière de contrôle de l'exécutif, de libertés civiles, d'intégrité des médias et de participation de la société civile a baissé. La plupart des revers démocratiques observés dans les pays européens sont liés à la réduction du contrôle de l'exécutif et au rétrécissement de l'espace civique. Ils surviennent dans des contextes d'érosion démocratique.
- **Plus de la moitié des pays en Europe (56 %) souffrent d'érosion démocratique.** Sur les 10 démocraties mondiales

qui connaissent actuellement un recul démocratique, six sont européennes – la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Serbie, la Turquie et, dans une moindre mesure, l'Ukraine.

- **Les principaux partis politiques connaissent un malaise général en leur sein, dans la majorité des pays d'Europe, et particulièrement en Europe de l'Ouest.** Ce malaise contribue à la montée de partis non traditionnels, notamment populistes, extrémistes et contestataires. L'accès de tels partis au pouvoir suppose souvent un recul démocratique. Dans plusieurs pays de la région, notamment en Europe centrale et en Europe de l'Est, les partis politiques au pouvoir montrent des tendances autocratiques.
- **L'Europe a récemment connu une vague populiste.** Cette tendance peut s'expliquer par l'interaction de plusieurs facteurs, notamment la mondialisation économique et culturelle qui a transformé la structure sociale et la culture politique de nombreux pays européens. Les facteurs politiques du populisme incluent une diminution de la confiance dans les partis politiques, une crise de la représentativité, ainsi que la fragmentation et la polarisation de la sphère publique, elles-mêmes renforcées par l'émergence des nouvelles technologies et des médias sociaux. Les facteurs socio-économiques du populisme, quant à eux, comprennent la transformation du marché du travail, l'accentuation des disparités socio-économiques à l'échelle nationale et le fossé entre les attentes des citoyens et citoyennes vis-à-vis de la démocratie et le désenchantement provoqué par l'apparente incapacité de ce modèle politique à assurer un bien-être universel.

Chapitre 4

Considérations politiques

Les Considérations politiques suivantes s'appuient sur l'expertise mondiale, régionale et nationale d'IDEA International, qui possède près de 25 ans d'expérience dans l'élaboration de conseils et l'analyse de réformes démocratiques pour des pays du monde entier.

- **Défendre et préserver la démocratie.** Les gouvernements, la société civile, les institutions politiques (parlements et partis politiques compris), les organismes d'assistance démocratique et les donateurs doivent prendre fait et cause pour la démocratie et la protéger contre les menaces. Pour défendre la démocratie, ces acteurs doivent reconnaître avec honnêteté et précision les défauts des systèmes existants, faire preuve d'une plus grande rigueur dans la description des problèmes actuellement rencontrés par les institutions démocratiques et trouver des solutions constructives pour les résoudre.
- **Appréhender la participation politique avec sérieux et innovation.** Les gouvernements, les partis politiques et les parlements doivent diversifier les mécanismes participatifs afin d'approfondir les pratiques démocratiques au-delà des élections.
- **S'assurer que les mécanismes de représentation n'excluent personne.** Avec le soutien des organismes d'assistance démocratique, les gouvernements et les institutions politiques doivent s'efforcer de créer des mécanismes de représentation plus inclusifs. Ils doivent continuer d'investir pour inclure les femmes et les jeunes tout en élargissant leurs efforts à d'autres groupes marginalisés, tels que les communautés autochtones, les personnes handicapées et les communautés de lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT).
- **Renforcer les institutions qui contrôlent l'exécutif, notamment le pouvoir législatif, mais aussi les tribunaux et les médias pluralistes et indépendants.** Grâce à ces institutions, les citoyens et citoyennes victimes de violations de leurs droits peuvent exercer et préserver leurs libertés politiques. Le renforcement des contre-pouvoirs peut freiner les changements politiques rapides et radicaux parfois nécessaires. Toutefois, ces contre-pouvoirs contraignent les gouvernements en place à collaborer avec d'autres acteurs politiques et à bâtir des coalitions inclusives qui rendront très probablement le changement politique plus durable.
- **Accroître l'intégrité et la transparence des institutions politiques.** Les gouvernements, la société civile et les organismes d'assistance démocratique doivent renforcer l'intégrité des institutions politiques en luttant contre la corruption et en encourageant la transparence et la mise en œuvre de politiques efficaces pour combattre les inégalités sociales et économiques.
- **Améliorer la transparence des financements politiques.** Il convient d'adopter autant que possible une approche anticorruption globale et complète qui fait le lien entre les financements politiques et d'autres questions connexes telles que la divulgation des actifs et les registres de lobbyistes. Les instruments internationaux tels que les recommandations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les initiatives du Partenariat pour un gouvernement ouvert peuvent aider les pays à orienter leurs réformes anticorruption dans cette direction.
- **Protéger les nouvelles institutions démocratiques contre le mécontentement populaire qui apparaît souvent lorsque les hautes attentes liées à leur création sont déçues.** Pour mieux répondre aux attentes des citoyens et citoyennes, les décideurs doivent entreprendre un dialogue rationnel et ouvert qui aidera le grand public à comprendre les difficultés et les compromis propres aux politiques démocratiques. Le développement de la culture politique populaire peut les aider à mieux évaluer les promesses électorales et leur viabilité. La mémoire des anciens régimes autoritaires doit être préservée et perpétuée afin de rappeler aux jeunes générations les effets bénéfiques de la démocratie, et d'éviter tout sentiment de nostalgie trompeur.
- **S'assurer que les gouvernements protègent les populations contre les perturbations liées aux crises économiques et à la mondialisation.** Des politiques

doivent être élaborées afin que les groupes vulnérables de la société, y compris les migrants, puissent faire face à la perte d'emplois et disposent d'un accès équitable aux services, à l'emploi, aux opportunités et aux ressources.

- **Veiller à ce que les politiques agissent sur la polarisation de la société.** Les élites politiques modérées doivent se montrer attentives aux préoccupations des populations et disposées à combler les divisions politiques en intégrant différentes sections de la société. Si ces préoccupations sont prises au sérieux, les candidats et candidates populistes ne pourront exploiter le mécontentement à l'encontre des élites politiques en place que dans une moindre mesure.
- **Investir dans l'éducation civique sur la démocratie et la connaissance des médias numériques.** Les gouvernements et les organismes d'assistance démocratique doivent investir dans l'éducation civique pour promouvoir les valeurs démocratiques en dotant les citoyens et citoyennes de tous âges des compétences nécessaires pour appréhender les informations avec un œil critique, tout respectant les différences.
- **Participer au renforcement des organisations de la société civile qui travaillent sur les questions relatives à la démocratie et aux droits humains dans les contextes où ces enjeux sont menacés.** Faciliter les liens entre les réseaux régionaux et internationaux de la société civile et les organisations de la société civile qui subissent des réactions hostiles, particulièrement celles qui travaillent sur la corruption et les droits humains ainsi que les organisations plus modestes et aux revenus limités, qui travaillent souvent sur les droits des femmes et les questions LGBT.
- **Soutenir une offre médiatique libre, diversifiée et critique.** La diversité des perspectives médiatiques et l'existence d'un journalisme d'investigation solide protégé contre les menaces, susceptible de produire des papiers critiques et équilibrés et de contrôler l'action gouvernementale sont en partie responsables de la santé démocratique. Faciliter l'accès aux données et informations aux journalistes concernés renforcera leurs sources fondées sur les preuves et les données.
- **Évaluer les tenants et les aboutissants des nouveautés technologiques.** L'introduction des technologies dans les processus électoraux doit être précédée d'un débat réfléchi tenant compte du contexte et d'une analyse des bénéfices et des risques liés aux options envisagées. Lorsque la confiance dans la démocratie et les institutions électorales est déjà entamée, l'introduction de technologies peut être controversée. En revanche, si cette introduction fait suite à des décisions éclairées et qu'elle est bien administrée, les technologies peuvent aider à résoudre des problèmes électoraux de longue date.
- **Protéger les avancées démocratiques contre les risques.** La confiance dans les institutions et les processus électoraux est fragile. En effet, une fois entamée, il est difficile de la restaurer. Les organes de gestion électorale doivent donc institutionnaliser les processus de gestion des risques et de consolidation de la résilience. L'activité de gestion des risques les aidera à anticiper et à contrôler certains risques susceptibles de fausser le processus et les résultats électoraux. Les outils de consolidation de la résilience renforceront les capacités d'adaptation du système face aux crises et difficultés inévitables.

Quelques références bibliographiques

- Acemoglu D., *et al.*, « Democracy does cause growth » [La démocratie, un facteur de croissance avéré], *Journal of Political Economy*, 127/1, (2019), p. 47-100, <<https://doi.org/10.1086/700936>>
- Assemblée générale des Nations Unies, « La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète », document des Nations Unies A/RES/70/1, 4 décembre 2014, <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/700&Lang=Fr>, consulté le 15 février 2019
- , « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », Document des Nations Unies A/RES/70/1, 21 octobre 2015, <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=Fr>, consulté le 24 octobre 2018
- Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, 2018a, <<https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>>, consulté le 6 août 2019
- , Score de la facilité de faire des affaires, 2018b, <<https://www.doingbusiness.org/fr/data/doing-business-score>>, consulté le 6 août 2019
- IDEA International, *Évaluer la qualité de la démocratie, Guide pratique* (Stockholm, IDEA International, 2008), <<https://www.idea.int/publications/catalogue/assessing-quality-democracy-practical-guide?lang=fr>>, consulté le 7 juillet 2019
- , *The Global State of Democracy: Exploring Democracy's Resilience* [État de la démocratie dans le monde, Étude de la résilience démocratique] (Stockholm, IDEA International, 2017a), <<https://www.idea.int/gsoD-2017>>, consulté le 7 juillet 2019
- , « Geographic definitions of regions in *The Global State of Democracy* » [Définitions géographiques des régions dans l'état de la démocratie dans le monde], document de recherche, 2017b, <<https://www.idea.int/gsoD/files/IDEA-GSOD-2017-BACKGROUND-PAPER-REGIONS.pdf>>
- , *International IDEA Strategy 2018-22* [Stratégie 2018-2022 d'IDEA International] (Stockholm, IDEA International, 2018a), <<https://www.idea.int/about-us/mission-values>>, consulté le 7 août 2019
- , *The Global State of Democracy Indices, Methodology: Conceptualization and Measurement Framework* [Indices de l'état de la démocratie dans le monde, Méthodologie : cadre de conceptualisation et de mesure] (Stockholm : IDEA International, 2018b), <<https://doi.org/10.31752/idea.2018.66>>
- , *The Global State of Democracy Indices, 1975-2018* [Indices de l'état de la démocratie dans le monde, Méthodologie : cadre de conceptualisation et de mesure, 1975-2018] (2019a), <<http://www.idea.int/gsoD-indices>>, consulté le 3 septembre 2019
- , « Political Gender Equality and the Global State of Democracy Indices » [L'égalité des sexes en politique et les indices de l'état de la démocratie dans le monde], *GSoD In Focus* N° 6, mars 2019b, <<https://doi.org/10.31752/idea.2019.8>>
- Latinobarómetro, *Informe Latinobarómetro 2018* [Latinobarómetro, rapport 2018] (Santiago du Chili, Latinobarómetro, 2018), <<http://www.latinobarometro.org>>, consulté le 29 juillet 2019
- Munck G. L., « What is democracy? A reconceptualization of the quality of democracy » [Définir la démocratie : une reconceptualisation de la qualité démocratique], *Democratization*, 23/1 (2016), p. 1-26, <<https://doi.org/10.1080/13510347.2014.918104>>
- Programme des Nations Unies pour le développement, Human Development Index [Indice de développement humain], 2018 (chiffres applicables à 2017), <<http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi>>, consulté le 9 août 2019
- Varieties of Democracy (V-Dem), *Democracy Facing Global Challenges: V-Dem Annual Democracy Report 2019* [La démocratie confrontée aux enjeux mondiaux : rapport annuel 2019 de V-Dem sur la démocratie] (Göteborg, Varieties of Democracy Institute, 2019), <<https://www.v-dem.net/en/news-publications/democracy-reports/>>, consulté le 7 août 2019
- Wendling Z. A., *et al.*, *2018 Environmental Performance Index*, [Indice de performance environnementale 2018], New Haven, CT, Yale Center for Environmental Law and Policy, 2018, <<https://epi.envirocenter.yale.edu/>>, consulté le 7 août 2019

À propos d'IDEA International

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) est une organisation intergouvernementale dont la mission est de soutenir la démocratie durable dans le monde. IDEA International agit comme un catalyseur pour la construction de la démocratie en fournissant des ressources ainsi que des outils stratégiques, et en soutenant des réformes démocratiques en réponse à des demandes spécifiques des États. Ce travail est effectué avec le concours de décideurs politiques, de pouvoirs publics, d'organisations et agences internationales, ainsi que d'organisations régionales impliquées dans la construction de la démocratie.

Que fait IDEA International ?

Le travail d'IDEA International s'organise aux niveaux mondial, régional et national, en mettant l'accent sur les citoyens et citoyennes en tant qu'acteurs et actrices du changement. IDEA International produit des connaissances comparatives dans ses domaines d'expertise que sont les processus électoraux, de l'élaboration de constitutions, de la participation et de la représentation politiques, mais aussi en matière de démocratie et ses domaines connexes – le genre, la diversité, les conflits et la sécurité.

IDEA International apporte ces connaissances aux parties prenantes nationales et locales qui œuvrent en faveur de réformes démocratiques, et facilite le dialogue en appui au changement démocratique.

Par son travail, IDEA vise :

- le renforcement de la capacité, la légitimité et la crédibilité de la démocratie ;
- une participation plus inclusive et une représentation plus responsable ;
- une coopération démocratique plus efficace et plus légitime.

Où travaille IDEA International ?

IDEA International, dont le siège se trouve à Stockholm, en Suède, travaille dans le monde entier et dispose de bureaux en Afrique, en Asie-Pacifique, et en Amérique latine et dans les Caraïbes.

IDEA International a le statut d'observateur permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies.

<<http://www.idea.int>>

La démocratie est menacée, et sa promesse a besoin d'être ravivée

La valeur ajoutée, la viabilité et l'avenir de la démocratie font l'objet d'une contestation inédite dans l'histoire moderne. Si les quarante dernières années ont connu une remarquable expansion de la démocratie dans toutes les régions du monde, ces dernières années ont été marquées par le déclin du tissu démocratique, dans les anciennes comme dans les jeunes démocraties. Malgré le fait que l'idéal démocratique continue à mobiliser les gens partout dans le monde, sa mise en pratique a désenchanté et désillusionné nombre de citoyens et citoyennes et de défenseurs de la démocratie.

La démocratie s'érode dans différents cadres et contextes. Les nouvelles démocraties sont souvent faibles et fragiles. Les démocraties plus anciennes ont du mal à garantir un développement socio-économique équitable et durable. Les pays affichant d'excellentes performances démocratiques sont de moins en moins nombreux et doivent lutter contre la montée de partis populistes, dont les revendications sont aussi bien excluantes que méprisantes à l'égard des principes démocratiques.

Malgré les défis, les transitions démocratiques continuent à se produire dans des régimes politiques qui semblaient résolument antidémocratiques. Les aspirations démocratiques populaires continuent à s'exprimer et les valeurs démocratiques sont défendues partout dans le monde. Malgré les difficultés, la grande majorité des démocraties se sont montrées résilientes. Les données montrent que les démocraties sont plus susceptibles de produire les conditions nécessaires au développement durable que les non-démocraties ou les régimes hybrides, à quelques exceptions près.

Cette synthèse de la publication d'IDEA International intitulée *État de la démocratie dans le monde en 2019 : Faire face aux maux et raviver la promesse* résume les principaux résultats du rapport, tant au niveau mondial qu'au niveau régional. La publication fait un bilan de santé de la démocratie dans le monde et identifie les tendances démocratiques encourageantes ainsi que les principaux défis de la démocratie. Elle s'appuie sur les données des indices de l'état de la démocratie dans le monde (EDdM) et sur les enseignements tirés de l'assistance technique d'IDEA International sur le terrain pour mieux comprendre le paysage démocratique actuel. Il a aussi pour but d'informer les stratégies, programmes et interventions politiques qui visent à renforcer la démocratie.